

aktuell



◆ 16 mai 2009
Massive descente dans la rue des salariés, jeunes et retraités contre tout démantèlement social



Luxembourg

L-1020 Luxembourg BP 2031 / 19, rue d'Eprenay
Tél.: 49 60 05-1 Fax: 48 69 49

Mardi, jeudi: 9h00 - 11h30

Lundi, mercredi, vendredi et le mardi et jeudi après-midi (sur rdv)
permanences spéciales frontaliers français mardi et vendredi
sur rendez-vous

Esch / Alzette

L-4002 Esch/Alzette BP 149 / 42, rue de la Libération
Tél.: 26 54 43-1 Fax: 26 54 02 59

Lundi: 14h00 - 17h00

Mardi, vendredi: 10h00 - 12h00 / 14h00 - 17h00

Jeudi: 10h00 - 12h00 / 14h00 - 17h00 (sur rendez-vous)

Antenne d'Audun-le-Tiche

F-57390 Audun-le-Tiche BP 41 / 64, rue Maréchal Foch
Tél.: (+33) (0) 3 82 50 32 50 Fax: (+33) (0) 3 82 50 32 53

Mardi et jeudi: 14h00 - 17h45

Dudelange

L-3441 Dudelange Maison Syndicale / 31, avenue Gr.-D. Charlotte
Tél.: 51 50 05-1 Fax: 51 50 05-29

Lundi: 14h00 - 17h00

Mardi, jeudi: 10h00 - 12h00 / 14h00 - 17h00

Mercredi: 10h00 - 12h00 sur rendez-vous / 14h00 - 17h00

Vendredi: 10h00 - 12h00 sur rendez-vous

Antenne Grevenmacher

L-6720 Grevenmacher 4, rue de l'Eglise Tél.: 75 80 35

Lundi: 9h00 - 11h30

Mercredi: 9h00 - 11h45 sur rendez-vous / 14h00 - 17h30

Antenne Volmerange

F-57330 Volmerange-les-Mines 2, rue des Ecoles
Tél.: (+33) (0) 3 82 50 61 51

Jeudi: 14h30 - 17h30 sur rendez-vous

Antenne Thionville

F-57100 Thionville 32, allée de la Libération
Tél.: (+33) (0) 3 82 91 19 19 Fax (+33) (0)3 82 34 54 03

Lundi: 9h00 - 12h00

Mercredi et vendredi: 14h00 - 17h00

Differdange

L-4640 Differdange 17, rue Michel Rodange
Tél.: 58 82 86 Fax: 58 34 56

Mardi: 9h00 - 12h00

Mercredi: 14h00 - 17h00

Jeudi: 15h00 - 18h00

Rodange

L-4818 Rodange 72, avenue Dr Gaasch
Tél.: 50 73 86 Fax: 50 44 81

frontaliers.belges@ogbl.lu

Mardi, vendredi: 14h00 - 17h00 Mercredi: 9h00 - 12h00

Antenne Arlon

B-6700 Arlon 80, rue des Martyrs

Jeudi: 9h00 - 12h00

Antenne Athus

B-6791 Athus 16A, rue des Usines (FGTB) Tél.: 063/38 54 69
Uniquement pour métallurgistes

Vendredi: 14h30 - 17h00 Samedi: 9h00 - 11h00

Antenne Aywaille

B-4920 Aywaille 22, rue Louis Libert (FGTB)

Les 1^{er} et 3^e lundi du mois: 14h30 - 17h30

Antenne Bastogne

B-6600 Bastogne 8a, rue des Brasseurs (FGTB)

Samedi: 9h00 - 12h00

Antenne Vielsalm

B-6690 Vielsalm 57, rue de la Salm (FGTB)

Les 1^{er} et 3^e jeudi du mois: 14h30 - 17h30

Ettelbruck

L-9052 Ettelbruck 6, rue Prince Jean
Tél.: 81 90 01-1 Fax: 81 97 13

Lundi: 9h00 - 11h45 (sur rdv)

Mardi: 8h00 - 11h45 / 14h00 - 17h00

Mercredi: 13h00 - 17h00 (sur rdv)

Jeudi: 8h00 - 11h00

Antenne Wiltz

L-9557 Wiltz 2, rue Michel Rodange
Tél.: 95 72 70

Mardi: 14h00 - 16h00 (sur rdv) Jeudi: 14h00 - 17h00

Antenne Bitburg

D-54634 Bitburg Brodenheck-Str 19

Tel.: (+49) (0) 6561-6049477 **Mittwoch: 17.00 - 21.00 Uhr**

Antenne Saarlouis

D-66740 Saarlouis Karcher-Str. 1A (direkt am Kleinen Markt)
Tel.: (+49) (0) 6831 76 45 362 Fax.: (+49) (0) 6831 76 47 022

Mittwoch: 17.00-21.00 Uhr

OGBL / ACAL

38, route de Longwy L- 8080 Bertrange/Helfenterbrück
Tél.: 26 02 14-1 Fax: 26 02 14-33 acal@ogbl.lu

SEW (Syndicat Education et Sciences)

L-2514 Luxembourg 1, rue Jean-Pierre Sauvage
Tél.: 26 09 69 - 1 Fax: 26 09 69 - 69 sew@ogbl.lu www.sew.lu

Syndicat Services publics

L-4002 Esch/Alzette B.P. 149 / 60, bd. J. F. Kennedy
Tél.: 54 05 45-248 Fax: 54 16 20

SBA (Syndicat Banques et Assurances)

L-1490 Luxembourg 19, rue d'Eprenay
Tél.: 26 49 69 - 0 Fax: 26 49 69 - 433 sba@ogbl.lu www.sba.lu

Syndicat Bâtiment

L-9052 Ettelbruck 6, rue du Prince Jean
Tél.: 81 90 01-1

Mardi et jeudi: 14h00 à 17h00

DTH (Département des Travailleurs handicapés)

Tél.: 26 84 56 45

Permanence téléphonique le mercredi:
de 8h00 - 12h00 et de 14h00 - 18h00

Permanences Eures

EURES PED Rodange, Arlon, Bastogne, Aywaille et Vielsalm
EURES Sarre-Lor-Lux Rhénanie-Palatinat: Dudelange et à Grevenmacher



Service de consultation STRESS au travail

Tél.: (+352) 621 170 846

Aktuell

Sommaire

Editorial	4
Une impressionnante preuve de solidarité	
Manif 16 mai	6
- Concertation syndicale - 30.000 gegen den Sozialabbau	
1. Mai	10
- Politische Ansprache des OGBL-Präsidenten - Fête du travail, des cultures et du dialogue	
Dossiers nationaux	15
- Rencontre tripartite sur l'emploi - Girls' Day - Boys' Day 2009 - Sozialversicherung, ein Standortvorteil für Luxemburg - Coopération OGBL et Union Syndicale - Maladie et congé annuel	
Du nouveau dans les entreprises	20
- Interview Hubert Hollerich - Aviation Civile, Banques et Assurances, Services et Energie, Commerce, Chimie ...	
Dossiers internationaux	34
- Erster Gewerkschaftsgipfel der Großregion - Directive sur le temps de travail des conducteurs routiers - Mobilisation syndicale européenne	
Divers	38
- OGBL ONG Solidarité syndicale (projet Ghana) - Frontaliers français: inégalité des chances - Asti - L'Aquila	



Aktuell Monatszeitschrift des OGBL „Unabhängiger Gewerkschaftsbund Luxemburg“

Verleger: OGBL „Onofhängege Gewerkschaftsbond Lëtzebuerg“
Herausgeber für den OGBL: Jean-Claude Reding
60, bd. J.F. Kennedy B.P. 149 L-4002 Esch/Alzette
Tel.: 54 05 45-1 Fax: 54 16 20
Internet: www.ogbl.lu e-mail: ogbl@ogbl.lu

Verantwortlich für die Redaktion: Jean-Claude Reding

Editeur responsable pour la Belgique:
Jacques Delaclette 17, rue de l'École B-6666 Wibrin

Druck / Impression: Techprint, Esch/Lankelz

Die Redaktion behält sich Kürzungen der Beiträge vor. Die gezeichneten Artikel stellen nicht unbedingt die Meinung der Redaktion dar. La rédaction se réserve le droit d'abrégier les textes. Les articles signés ne reflètent pas nécessairement la position de la rédaction.



Jean-Claude Reding
Président

Une impressionnante preuve de solidarité et de volonté de passer à l'action

La manifestation du 16 mai a été un grand succès. Des dizaines de milliers de salariés et pensionnés de tous les secteurs de l'économie, de l'industrie, des banques et assurances, de la construction et de l'artisanat du bâtiment, des services, du nettoyage, du transport, du commerce, de l'éducation, de la santé et des services sociaux, des services publics, avaient suivi l'appel de leurs syndicats et ont ainsi donné une impressionnante preuve de leur solidarité et de leur volonté de passer à l'action.

Ils ont ainsi montré qu'ils n'accepteront pas que la crise soit résolue à leurs dépens, aux dépens de leurs conditions de travail et de leurs salaires, aux dépens de notre système de sécurité sociale en cas de maladie, d'accident, de dépendance et dans la vieillesse.

Position syndicale renforcée

Ils ont revendiqué que notre droit du travail soit renforcé et non flexibilisé. Surtout la protection en cas de licenciements et les droits des salariés en cas de faillite d'une entreprise doivent être améliorés. La législation concernant les plans sociaux doit être réformée d'urgence.

Les instruments légaux pour le maintien dans l'emploi doivent être améliorés et utilisés conséquemment. En cas de chômage partiel, une compensation nette à 100% doit être garantie aux concernés.

Les droits des salariés dans l'entreprise, au travail, nos droits syndicaux, nos droits d'information, de consultation et de gestion doivent être renforcés.

Nous avons besoin d'une politique de l'emploi proactive dans l'intérêt de notre jeunesse, mais également afin d'éviter que les principales touchées par la crise ne soient pas les femmes, que celles-ci ne soient forcées à accepter involontairement le travail à temps partiel, que les salariés plus âgés ne soient discriminés et poussés vers la sortie de la vie professionnelle active.

L'OGBL fera des propositions concrètes sur ces points et sur bien d'autres sujets relevant du droit du travail à l'adresse du prochain gouvernement.

La manifestation a également renforcé la position syndicale sur l'index et la politique salariale dans le secteur privé comme dans le secteur public. La réduction, le gel général des salaires, la réduction des salaires d'embauche, la réduction ou la non adaptation du salaire social minimum, le blocage ou la modulation de l'index ne stopperont pas la crise, mais l'accentueront. Il s'agit là de faux remèdes. L'OGBL refusera de discuter de ces sujets, tout aussi bien au niveau de la tripartite qu'au niveau bilatéral avec l'Union des Entreprises (UEL).

La manifestation a également souligné que nous n'accepterons pas de détériorations de notre système des pensions. Le financement de notre système de retraite en 2040 ou 2060 n'est pas une question prioritaire pour nous. Notre priorité est vouée à la politique de l'emploi, à la question des efforts entrepris pour rétablir le plein emploi, pour réduire les inégalités croissantes dans notre société, pour renforcer à nouveau la cohésion sociale dans notre société, pour éviter que, suite à une politique du climat insuffisante, nous ne nous retrouvions dans une crise écologique dont les conséquences sociales et économiques sont imprévisibles.

Les thèmes de la manifestation étaient bien axés sur les discussions autour de l'évolution de la situation au Luxembourg, mais elles rejoignent les revendications des manifestations organisées par la Confédération européenne des syndicats le 14 mai à Madrid (plus de 100 000 participants), le 15 mai à Bruxelles (50 000 participants), le 16 mai à Berlin (100 000 participants) et à Prague (30 000 participants). Ceci constitue également un appel pressant à l'adresse de la politique européenne de changer de cap sans quoi de sérieux conflits sociaux et même une crise sociale seront inévitables.

Cet avertissement vaut également pour le Luxembourg.

L'OGBL assumera ses responsabilités vis-à-vis de ses membres, des salariés et pensionnés, indépendamment de leur nationalité, de leur sexe, de leur lieu de résidence et ne permettra pas que la crise ne soit résolue sur le dos de notre population salariée, aux dépens des prestations de notre système de sécurité sociale.

Jean-Claude Reding
Präsident

Ein eindrucksvoller Beweis von Solidarität und Kampfbereitschaft

Die Demonstration vom 16. Mai war ein großer Erfolg. Zehntausende von Arbeitnehmern, Rentnern aus allen Wirtschaftsbereichen, der Industrie, den Banken und Versicherungen, dem Bau und dem Bauhandwerk, dem Dienstleistungssektor, den Reinigungsdiensten, dem Transportsektor, dem Handel, dem Erziehungswesen, dem Gesundheits- und Sozialwesen, dem öffentlichen Dienst waren dem Aufruf ihrer Gewerkschaften gefolgt und haben dadurch eindrucksvoll ihre Solidarität und Kampfbereitschaft unter Beweis gestellt.

Sie haben gezeigt, dass sie nicht gewillt sind zu akzeptieren, dass die Krise auf ihre Kosten, auf Kosten ihrer Arbeitsbedingungen und Einkommen, auf Kosten unseres Systems der sozialen Sicherheit bei Krankheit, Unfall, Pflegebedürftigkeit und im Alter gelöst werden soll.

Sie haben gefordert, dass unser Arbeitsrecht verstärkt und nicht flexibilisiert wird. Insbesondere der Kündigungsschutz und die Arbeitnehmerrechte im Fall von Konkurs eines Unternehmens muss verbessert werden. Die Gesetzgebung bei Sozialplänen muss dringend reformiert werden. Die gesetzlichen Instrumente zum Erhalt der Beschäftigung müssen verbessert und konsequent eingesetzt werden. Bei Kurzarbeit muss den Betroffenen ein 100% Nettolohnausgleich garantiert werden.

Die Arbeitnehmerrechte im Betrieb, am Arbeitsplatz, unsere gewerkschaftlichen Rechte, unsere Rechte auf Information, Anhörung und Mitbestimmung müssen verstärkt werden.

Wir brauchen eine aktive Beschäftigungspolitik im Interesse unserer Jugend, aber auch um zu verhindern, dass die Frauen besonders von der Krise betroffen werden, dass sie in unfreiwillige Teilzeitarbeit abgeschoben werden, dass ältere Arbeitnehmer diskriminiert werden und noch verstärkt aus dem Arbeitsleben gedrängt werden.

Der OGBL wird zu all diesen Fragen und zu vielen weiteren arbeitsrechtlichen Themen der nächsten Regierung konkrete Forderungen vorlegen.

Die Demonstration hat auch die gewerkschaftliche Position, in Bezug auf den Index und die Lohnpolitik im privaten wie im öffentlichen Sektor gestärkt. Lohnabbau, genereller Lohnstopp, Kürzung der Anfangsgehälter, Kürzung oder Nichtanpassung des Mindestlohns, Index-

stopp oder Indexmodulation stoppen die Krise nicht, sie verschärfen sie nur. Es sind die falschen Rezepte. Der OGBL wird nicht über diese Themen verhandeln, weder auf der Ebene der Tripartite noch auf bilateraler Ebene mit der nationalen Unternehmervereinigung UEL.

Die Demonstration hat auch unterstrichen, dass wir nicht gewillt sind Verschlechterungen in unserem Pensionssystem hinzunehmen. Die Finanzierung unseres Rentensystems im Jahre 2040 oder 2060 ist keine prioritäre Frage für uns. Vorrang hat die Frage der Beschäftigungspolitik, die Frage was getan wird, um Vollbeschäftigung zu erreichen, was getan wird, um die zunehmenden Ungleichheiten in unserer Gesellschaft wieder abzubauen, um den sozialen Zusammenhalt unserer Gesellschaft wieder zu stärken, was getan wird, um zu verhindern, dass wir durch eine ungenügende Klimaschutzpolitik in eine ökologische Krise geraten, deren sozialen und wirtschaftlichen Folgen unabsehbar sind.

Die Themen der Demonstration, die Forderungen der Demonstranten waren sicher auf die Diskussionen und die Entwicklung in Luxemburg ausgerichtet, aber sie lagen auf der gleichen Linie wie die Forderungen der vom Europäischen Gewerkschaftsbund organisierten Demonstrationen am 14. Mai in Madrid (über 100.000 Teilnehmer), am 15. Mai in Brüssel (50.000 Teilnehmer), am 16. Mai in Berlin (100.000 Teilnehmer) und in Prag (30.000 Teilnehmer). Auch dies ist ein eindringlicher Appell an die europäische Politik endlich umzudenken. Falls dies nicht geschieht, wird es unweigerlich zu verschärften sozialen Konflikten und zu einer sozialen Krise kommen.

Und diese Warnung gilt auch für Luxemburg.

Der OGBL wird seine Verantwortung gegenüber seinen Mitgliedern, gegenüber den Arbeitnehmern und den Rentnern, unabhängig ihrer Nationalität, ihres Geschlechts, ihres Wohnsitzes übernehmen und nicht zulassen, dass die Krise auf Kosten der schaffenden Bevölkerung, auf Kosten der Leistungen unseres sozialen Sicherheitssystems gelöst wird.

*Gewerkschaftliche
Position gestärkt*

Concertation syndicale

7 syndicats forment un front syndical uni pour le 16 mai

Les responsables de 7 syndicats se sont réunis le 22 avril afin de se concerter en vue de la grande manifestation du 16 mai 2009.

Initiée par l'OGBL, la manifestation de tous les salariés et pensionnés contre le démantèlement social et pour l'emploi dans le contexte de la crise économique actuelle a été largement approuvée par les syndicats luxembourgeois. Les responsables de l'OGBL, du LCGB, de la CGFP, de l'ALEBA, de la FNCTTFEL, du SYPROLUX et de la FGFC se sont réunis le 22 avril pour s'échanger sur les détails pratiques de la manifestation du 16 mai.

Les syndicats se sont mis d'accord sur les sujets principaux suivants:

- Ensemble contre toute forme de démantèlement social;
- Pour la sécurisation de nos emplois et pour des perspectives d'avenir de nos jeunes sur le marché du travail;
- Pour nos salaires et notre pouvoir d'achat;
- Pour le maintien intégral du système d'indexation automatique;
- Pour le maintien de notre sécurité sociale et de ses prestations.

Tous les dirigeants syndicaux présents ont souligné que cette initiative est une manifestation syndicale qui sert exclusivement à défendre les intérêts des salariés, des futurs salariés ainsi que des pensionnés et retraités. Les syndicats ne toléreront pas que cette manifestation soit récupérée par les partis politiques à des fins électorales.



16. Mai 2009 in Luxemburg: 30.000 gegen den Sozialabbau

Der 16. Mai 2009 wird wohl noch lange in der kollektiven Erinnerung Luxemburgs bleiben als Warnung der Lohn- und Rentenempfänger an die Adresse des Patronats und der Politik, die Wirtschaftskrise nicht als Vorwand zu nehmen, um Sozialabbau zu betreiben.

Die Arbeitnehmer und die Rentner haben diese Krise nicht verursacht, sie wollen deshalb den Preis auch nicht dafür zahlen.

OGBL-Präsident Jean-Claude Reding brachte es in seiner kurzen Ansprache auf den Punkt: „Wir haben heute demonstriert, weil wir, diejenigen Personen, die jeden Tag für ihren Lohn und ihr Gehalt arbeiten, und diejenigen die gearbeitet haben und jetzt in Rente sind, die jungen Leute, die noch in einer schulischen oder beruflichen Ausbildung sind, wir alle sind nicht Schuld an der Krise. Und deshalb darf es nicht sein, dass die Krise auf unsere Kosten gelöst wird. Im Gegenteil, wir fordern, dass unsere Gesellschaft, unsere Wirtschaft so umgebaut werden, dass es nicht noch einmal zu einer solchen Krise kommen kann. Die Politik, die in den letzten 25 Jahren gemacht wurde, hat weltweit zu einer ökonomischen, sozialen und ökologischen Krise geführt. Mit dieser Politik muss jetzt Schluss sein. Solidarität, Kooperation statt Wettbewerb sind gefragt. Der Mensch kommt vor dem Profit! Unsere Arbeit muss respektiert werden!“

Und weiter: *Ob wir Luxemburger sind oder nicht, ob wir in Luxemburg wohnen oder nicht, wir arbeiten hier, wir bezahlen unsere Steuern und Sozialversicherungsbeiträge hier, unsere Zukunft ist hier, alle zusammen wollen wir uns gegen jede Form von Sozialabbau zur Wehr setzen“.*





16 mai 2009 à Luxembourg: 30 000 contre le démantèlement social

Le 16 mai 2009 restera encore longtemps dans la mémoire collective du Luxembourg comme un avertissement de la part de tous ceux qui travaillent pour un salaire ou qui touchent une retraite à l'adresse du patronat et de la politique qu'il ne faut pas prendre la crise comme prétexte pour réduire les acquis sociaux.

Les salariés et les retraités n'ont pas causé cette crise, ils ne veulent par conséquent pas payer pour elle.

Le président de l'OGBL Jean-Claude Reding était clair dans sa brève allocution: *«Nous avons manifesté aujourd'hui car nous, les personnes qui travaillent tous les jours pour leur salaire et qui ont travaillé pour leur retraite et les jeunes qui sont encore au lycée ou à l'université ou dans une formation professionnelle, nous tous ensemble n'avons pas causé la crise. C'est pourquoi, nous n'accepterons pas d'en porter le coût. Bien au contraire, nous demandons que notre société, notre économie soient transformées de sorte à ce qu'une telle crise ne puisse plus se répéter. La politique qui fut menée ces dernières 25 années a conduit à une crise économique, sociale et écologique mondiale. Cette politique, ça suffit! Ce qu'il faut, c'est la solidarité, la coopération au lieu de la concurrence. L'humain doit venir avant le profit. Notre travail doit être respecté.»*

Et encore: *«Que nous soyons Luxembourgeois ou non, que nous résidions au Luxembourg ou non, nous travaillons ici, nous payons nos impôts et nos cotisations sociales ici, notre avenir est ici, tous ensemble nous nous opposons à tout démantèlement social.»*



**Un grand bravo à tous nos manifestants!
E grouse Bravo un all eis Demonstranten!
Bravo a todos os manifestantes!**

Ansprache von Jean-Claude Reding anlässlich der 1.Mai-Vorfeier am 29. April in Grevenmacher

Wir bezahlen nicht für ihre Krise!

Die politische Ansprache des OGBL-Präsidenten anlässlich der außerordentlichen Sitzung des Nationalvorstands am 29. April stand ganz im Zeichen der Wirtschafts- und Finanzkrise. Das Salarial hat diese Krise nicht verantwortet, das Salarial wird nicht für diese Krise zahlen, so die klare Botschaft Jean-Claude Redings an die Patronatsorganisationen und an die politischen Verantwortlichen, von denen einige den Weg nach Grevenmacher gefunden hatten.

Gerade angesichts der Krise haben laut Jean-Claude Reding internationale Organisationen wie IWF, OECD oder Weltbank plötzlich erkannt wie wichtig Sozialversicherungen als Sicherheitsnetz in Krisenzeiten sind. Dabei waren es gerade die Verantwortlichen jener Organisationen, die jahrelang für die Zerschlagung sozialer Errungenschaften, für den Abbau sozialer Sicherheit, für eine ungezügelter globale Marktwirtschaft eintraten. Diese Politik hat letztlich zur heutigen Krise geführt, wobei bis heute keine persönlichen Konsequenzen aus den Fehlern der Vergangenheit gezogen wurden, weder auf der Ebene der politischen Verantwortlichen, noch in den Chefetagen der großen Konzerne und Finanzinstitute. In dieser Hinsicht empfiehlt der Präsident des OGBL auch eine kritische Lektüre der G20-Vereinbarungen, die der

wilden Globalisierung noch keine sozial- und umweltpolitischen Grenzen gesetzt haben.

Luxemburg muss sich angesichts der internationalen Entwicklungen eingestehen, dass die bisherige Politik der Souveränitätsnischen, darunter insbesondere das Bankgeheimnis, in Zukunft nicht mehr tragbar sind – ob dies einem schmeckt oder nicht. Es ist deswegen höchste Zeit, die längst überfällige Diversifizierung der Wirtschaft, Investitionen in Richtung Umwelt-, Gesundheits- und Kommunikationstechnologien vorzunehmen, wobei Wirtschafts- und Umweltpolitik dabei Hand in Hand gehen, und die Auswirkungen auf Landesplanung, Berufsausbildung und Forschung klar unterstrichen werden müssen. Insbesondere darf die Großregion nicht mehr länger als bloßes „Hinterland“ des Großherzogtums betrachtet werden – im Gegenteil, eine kohärente Politik ist nötig, weswegen Jean-Claude Reding fordert, dass in der zukünftigen Regierung die Verantwortung für die Politik der Großregion klar und weithin sichtbar in einem Ressort gebündelt wird.

Über Luxemburg und die Großregion hinaus spricht der OGBL-Präsident auch die Europapolitik an. Hier sollen die Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer genau darauf achten, wem sie am 7. Juni ihre Stimme geben, um eine fortschrittliche, salariatsfreundliche Mehrheit im Europaparlament zu erreichen. Es gilt eine Neuauflage der Kommission Barroso zu verhindern, die in den letzten Jahren die neoliberale Politik mitgetragen, unterstützt und durchgesetzt hat. Statt mehr Diskussion über „Flexicurity“, „Employability“ und anderen Tarnbegriffen für Sozialabbau, sind vielmehr eine Kommission und ein Europaparlament nötig, die die Stärkung des Arbeitsrechts, die Reform des Sozialdialogs, den Ausbau der Gewerkschaftsrechte in Europa in Angriff nehmen. Gemäß der europäischen und internationalistischen Politik des OGBL wird er sich auch am 15. Mai an der Demonstration des Europäischen Gewerkschaftsbundes in Brüssel beteiligen.

Bekanntlich hat der OGBL für den darauffolgenden Tag, an dem auch in Berlin und Prag demonstriert wird, zu einer großen nationalen Demonstration aufgerufen. Sämtliche Gewerkschaften des Landes sowie viele Organisationen der Zivilgesellschaft haben sich binnen kurzem dem Aufruf der OGBL-Exekutive angeschlossen. Jean-Claude Reding ruft noch einmal alle Mitglieder des OGBL dazu auf, sich mit ihren Familien an der Demons-



tration des 16. Mai zu beteiligen. Es gilt durch eine möglichst massive Präsenz auf der Straße ein klares und deutliches Signal zu setzen, dass es in Luxemburg nicht ohne die Gewerkschaften, nicht gegen die Gewerkschaften und nicht an den Gewerkschaften vorbei geht.

Insbesondere richtet sich die Demonstration am 16. Mai gegen die zunehmend aggressive Politik der Patronatsverbände. Diesen muss klar gemacht werden, dass das Salariat gewillt ist sich für den Erhalt des Luxemburger Sozialmodells, für den Index, für das Recht auf Arbeit, für sichere Renten und für Perspektiven für die Jugend einzusetzen. Inakzeptabel ist es, wenn Unternehmen mit Verweis auf das Einheitsstatut verweigern im Krankheitsfall den gesamten Lohn inklusive Zuschlägen ausbezahlen. Inakzeptabel ist es, wenn Unternehmen die Krise als Vorwand nehmen, um Entlassungen oder Delokalisierungen vorzunehmen und den Druck auf Löhne und Arbeitsbedingungen zu verschärfen. Der Schutz der Arbeitnehmer im Fall von Konkursen muss



verbessert werden; ebenso muss der Schutz vor Entlassung durch eine bessere Gesetzgebung zugunsten des Arbeitsplatzerhalts gestärkt werden. Die Weiterbildung muss zur sektoriellen Pflicht werden, wobei bei Weiterbildungsmaßnahmen im Rahmen der Kurzarbeit die Entschädigung auf 100% des Lohnes erhöht werden muss. Der Sozialdialog muss endlich reformiert werden und eine zeitgemäße Form erhalten.

Um diese und weitere Forderungen der Gewerkschaften umzusetzen, gilt es am 16. Mai zusammen gegen jede Form von Sozialaufbau zu demonstrieren!

La version française de cet article est disponible sur le site www.ogbl.lu



Fest der Arbeit, der Kulturen und des Dialogs in der Abtei Neumünster

Ein abwechslungsreiches Programm im Zeichen der gewerkschaftlichen Solidarität

Zum 4. Mal hatte der OGBL am 1. Mai zu seinem großen multikulturellen Fest der Arbeit, der Kulturen und des Dialogs in die Abtei Neumünster geladen. Und Tausende waren der Einladung, einen unterhaltsamen Tag vor einer einmaligen Kulisse zu verbringen, gefolgt. Angesichts der weltweiten Krise und im Hinblick auf die große Demo am 16. Mai in Luxemburg, entwickelte sich das Fest aber auch zu einzigartigem Ausdruck der Solidarität, des Austauschs und der Begegnungen.

Jean-Claude Reding, dessen Idee es gewesen war, dem traditionellen 1. Mai eine moderne Ausrichtung in Form eines großen Fests zu geben – seine vielbeachtete politische 1. Mai-Rede hatte er am 29. April in Grevenmacher gehalten –, wünschte allen anwesenden Gewerkschaftern, Sympathisanten und Freunden des OGBL einen erholsamen Tag, während der Präsident des Centre culturel de Rencontre Guy de Muysier unterstrich, dass die 1. Mai-Feier an diesem Ort nun bereits zur Tradition geworden sei.

Bei strahlendem Sonnenschein genossen dann die Anwesenden das abwechslungsreiche Programm, das in diesem Jahr viele Höhepunkte für die kleinen Besucher bot, labten sich an dem vielfältigen kulinarischen Angebot aus aller Welt, ließen sich von den hochwertigen musikalischen Darbietungen und Theatervorstellungen verzaubern oder genossen ganz einfach ein paar Stunden im Dialog mit Freunden und Gewerkschaftskollegen.





Fête du travail, des cultures et du dialogue à l'Abbaye de Neumünster

Un programme diversifié aux goûts de tout le monde sous le signe de la solidarité syndicale

C'est pour la 4^e fois que l'OGBL avait invité à sa grande fête multiculturelle du travail, des cultures et du dialogue à l'Abbaye de Neumünster. Et des milliers de personnes avaient donné suite à cette invitation pour passer une journée distrayante dans des coulisses spectaculaires. Et pourtant, en vue de la crise globale et de la grande manifestation du 16 mai à Luxembourg, cette fête devint aussi un grand rendez-vous de la solidarité syndicale, du dialogue et des rencontres.

Jean-Claude Reding, qui avait eu l'idée de donner une orientation moderne à la traditionnelle fête du 1^{er} mai – le discours politique tenu le 29 avril à Grevenmacher par le

président de l'OGBL avait été vivement applaudi – souhaitait aux syndicalistes, sympathisants et amis de l'OGBL de passer d'agréables moments, tandis que le président du Centre culturel de Rencontre, Guy de Muysen, souligna que la fête du 1^{er} mai à l'Abbaye de Neumünster est entre temps devenu une nouvelle tradition incontournable.

Un merveilleux soleil était au rendez-vous, le programme diversifié était aux goûts de tout le monde – un accent tout particulier avait été mis sur les animations pour enfants –, les spécialités culinaires de tous les coins du monde trouvaient bien des amateurs, les spectacles musicaux et les représentations théâtrales charmaient les nombreux spectateurs et bon nombre d'entre eux profitaient de l'occasion de s'échanger avec leurs amis et collègues syndicaux.



Crise

Rencontre tripartite sur l'emploi

Le 6 mai 2009 a eu lieu une réunion tripartite (gouvernement, syndicats, patronat) portant sur l'emploi et la cohésion sociale par rapport à la crise. L'échange de vues portait notamment sur l'encadrement des chômeurs partiels par des formations et sur l'intégration sur le marché du travail des jeunes, qualifiés ou non. Il a été décidé d'organiser deux réunions avant les élections du 7 juin, l'une sur le chômage partiel et l'autre sur les jeunes qui sortiront des écoles en été 2009. Pour l'OGBL, il existe des divergences non négligeables entre son analyse de ce qu'il faut faire pour sortir le pays indemne de la crise, indemne surtout sur le plan social, et les recettes mises en avant par les représentants patronaux. Si dans le monde entier les économistes et théoriciens de l'économie commencent à remettre en cause certains aspects de leurs théories, les têtes pensantes économiques des organisations patronales luxembourgeoises, ainsi que celles de la Banque centrale, font toujours la même analyse, comme si la crise n'avait pas lieu. Leur souci numéro un est de réduire le pouvoir d'achat des salariés et pensionnés luxembourgeois ainsi que les prestations de la sécurité sociale alors qu'en même temps la Confédération luxembourgeoise du commerce commence à lamenter qu'avec la perte de pouvoir d'achat due au chômage et au chômage partiel la consommation est en train de reculer.

Pour l'OGBL, il faut au contraire maintenir le pouvoir d'achat à un haut niveau, et surtout celui des personnes qui perdent leur emploi ou qui doivent subir le chômage partiel. Il faut allonger la durée d'indemnisation en cas de chômage et il faut relever les plafonds de l'indem-

nité. En ce qui concerne le chômage partiel, il faut créer un droit individuel à la formation et augmenter l'indemnité à 100% du dernier salaire. Il faut d'urgence réviser la législation en matière de cogestion comme il faut revoir celle relative au maintien dans l'emploi. Les délégués du personnel et les syndicats doivent notamment être impliqués dans les procédures de chômage partiel et de formation. Pour les petites entreprises, il faut organiser les formations sur le plan sectoriel. D'autres instruments plus anciens prévus dans le Code du travail permettant au gouvernement de mettre en œuvre des travaux extraordinaires d'intérêt général en cas de récession doivent également être activés (Art. L. 511-16). Il faut par ailleurs améliorer les indemnités en cas de licenciement économique abusif et renforcer les droits des salariés en cas de faillite.

En ce qui concerne encore le pouvoir d'achat, il n'est pas question pour l'OGBL de toucher à l'index ni de le plafonner à 150% du salaire minimum comme le revendiquent les organisations patronales. Les prestations de la sécurité sociale ne sont pas non plus négociables.

Pour les jeunes qui sortent prochainement des écoles, il faut d'urgence créer des emplois actifs dans les administrations et entreprises publiques, et dans les communes. Dans ce contexte la loi 5611 doit être révisée.

Enfin, l'OGBL demandera qu'à l'avenir chaque licenciement pour raison économique soit impérativement déclaré à l'ADEM.



Girls' Day – Boys' Day 2009

L'OGBL ouvre ses portes à des jeunes lycéennes

Dans le cadre du Girls' Day - Boys' Day, l'OGBL a ouvert ses portes le 30 avril 2009 à une douzaine de jeunes lycéennes venant de différents lycées et lycées techniques.

La visite a commencé à la Centrale de l'OGBL à Esch/Alzette. Des collaboratrices de l'OGBL ont expliqué aux lycéennes la place des femmes au sein de leur confédération syndicale et les différentes fonctions qu'elles occupent ainsi que le travail typique d'une déléguée du personnel. Après une séance de questions/réponses, les jeunes filles ont visité le Centre de formation et de séminaires (CEFOS) à Remich dans le cadre de laquelle les responsables leur ont donné un aperçu de la formation syndicale et notamment des formations qui s'adressent en particulier aux déléguées du personnel.

Par ailleurs, le sujet de la composition hommes/femmes des délégations du personnel dans les différents secteurs économiques a donné lieu à des échanges intéressants avec les élèves.

Après un déjeuner commun au CEFOS, les lycéennes ont visité le Service information, conseil et assistance de l'OGBL à Luxembourg-ville où elles ont eu connaissance des types de dossier traités par ce service. Cette séance était suivie d'une présentation de la Chambre des salariés et du rôle des femmes dans cette instance salariale importante.

La journée s'est terminée par la remise des certificats de participation.



Sozialversicherung

Ein Standortvorteil für Luxemburg, auch und gerade in Krisenzeiten

Um öffentlich ein Zeichen zu setzen und um die Bedeutung des Luxemburger Systems der Sozialversicherung für die soziale Kohäsion, die Volksgesundheit, aber auch die wirtschaftliche Entwicklung des Landes, hervorzuheben, hat der OGBL am 31. März zu einer nationalen Konferenz unter dem Titel: „Der Sozialschutz in Luxemburg: ein Trumpf in der Krise“ eingeladen. Eingangredner Jean-Claude Reding weist darauf hin, wie wichtig eine solide, öffentliche und solidarische Sozialversicherung gerade in Krisenzeiten ist. Viele Länder, die z.B. das Anlegen der Rentenreserven in Fonds und Aktien gefördert hätten, seien mit dieser Politik baden gegangen; viele Versicherten stünden nun dort ohne Sozialschutz da, als Opfer einer verfehlten Politik. Dementsprechend seien die wiederholten Angriffe der Patronatsorganisationen auf die Sozialversicherung, wie seit neuestem die Infragestellung der integralen Lohnfortzahlung im Krankheitsfall, ein Angriff auf den sozialen Zusammenhalt, den sozialen Frieden im Land zu werten. Der Präsident des OGBL möchte folglich eine klare Festlegung von den Parteien, dass sie das Luxemburger Sozialversicherungssystem nach den Wahlen integral erhalten.

René Pizzaferrri stellt im Anschluss die wichtigsten Elemente der historischen Entwicklung und der grundlegenden Züge der Luxemburger Sozialversicherung vor. Eine tiefergehende Analyse hierzu wird derzeit von der Arbeitnehmerkammer (CSL) vorbereitet. René Pizzaferrri widerlegt angesichts klaren Zahlenmaterials die Behauptungen, die Sozialversicherungen würden „zu viel kosten“. Man dürfe hier nicht ausschließlich vom Blickwinkel des Buchhalters ausgehen, sondern müsse auch den sozialen und gesellschaftlichen Mehrwert sehen: die Sozialversicherungen tragen zu einer höheren Produktivität bei; es ist statistisch nachweisbar, dass die Qualität des Gesundheitssystems sich positiv auf die Lebenserwartung, den Rückgang der Kindersterblichkeit und sogar die Zahl der Gefängnisinsassen auswirkt. Daneben soll nicht vergessen werden, dass das Gesundheits- und Sozialwesen auch Arbeitsplätze schafft: so befinden sich etwa 30.000 Menschen dort in Lohn und Brot.

Als wahren „Jobmotor“ bezeichnet auch Gesundheits- und Sozialminister Mars di Bartolomeo (LSAP) das System, das einen wichtigen ökonomischen Faktor im Lande darstelle. Für den Minister hängt die Zukunft der Sozialversicherung vom Ausgang der Wahlen ab, nämlich ob diejenigen den Sieg davontragen, die sich weiter für ein soziales System einsetzen, das sich auf gemeinschaftliche Solidarität aller Gruppen der Bevölkerung stützt (zu denen sich auch der Minister zählt), oder diejenigen, die für das Gesetz des Dschungels plädieren und nur noch die Eigenverantwortung zählen lassen wollen, was auf Dauer zur Schaffung einer Zwei-Klassen-Medizin und Zwei-Klassen-Sozialpolitik führe. Die Sozialversicherungen stehen für Mars di Bartolomeo finanziell auf einem sicheren Fundament; so soll auch in Zukunft der Zugang zu qualitativ hochwertigen Gesundheitsdienstleistungen für alle Bevölkerungsschichten gewährt bleiben. Auch die Lage der Rentenkasse sei kurz- und mittelfristig gesund; jedoch müsse über die langfristige Absicherung mit den Sozialpartnern geredet werden, wobei auch der Zusammenhang zwischen erhöhter Lebenserwartung, späterem Berufseinstieg und der Rente angesprochen werden müsse. Auf keinen Fall jedoch dürfe dies zu einer allgemeinen Infragestellung des Systems führen, etwa durch einen Wechsel von einem Umlage- zu einem Kapitaldeckungsverfahren.

Abschließend legt Carlos Pereira die wichtigsten Forderungen des OGBL im Bereich der Sozialpolitik dar, darunter insbesondere die integrale Lohnfortzahlung im Krankheitsfall; die Förderung der Prävention durch eine Bekämpfung von Stress und Hetze am Arbeitsplatz; die Übernahme der Kosten des Arztbesuches durch den Unternehmer, sofern die Abgabe eines Krankenscheins ab dem ersten Tag obligatorisch werden würde; die Abwehr von Verschlechterungen bei der Krankenkontrolle; die Anpassung des garantierten Mindesteinkommens (RMG) an die Preisentwicklung; die Ausdehnung der Dienstleistungsschecks auf Grenzgänger; die Verbesserung und der Ausbau des Gesetzes zum Beschäftigungserhalt.



L'OGBL et l'Union Syndicale Luxembourg prêts à renforcer leur coopération

Des responsables de l'OGBL et de l'Union Syndicale Luxembourg (USL) se sont réunis pour un échange de vues et pour planifier le renouvellement de leur accord de coopération. L'USL a également participé à la grande manifestation du 16 mai.

L'Union Syndicale est le 1^{er} syndicat représentatif du personnel des institutions européennes. A travers l'Union européenne, l'Union Syndicale compte plus de 20 000 membres et au Luxembourg plus de 1 000. Un accord de coopération entre l'OGBL et l'USL existe depuis les années 90 qu'il y a lieu d'adapter à la situation d'aujourd'hui. Car, malgré les apparences et les idées reçues, le personnel des institutions européennes est confronté à une précarisation grandissante. L'Union européenne n'est pas nécessairement l'employeur qui respecte le mieux le droit du travail et, dans certains cas, même les directives émanant d'elle. Pour le secrétaire politique de l'USL, Miguel Vicente Núñez, «la précarisation galopante des conditions de travail pour les agents contractuels, mais aussi pour les nouveaux collègues fonctionnaires recrutés aux grades de base, induit des difficultés majeures d'intégration notam-

ment à cause du coût du logement au Luxembourg». Pour certains agents contractuels le salaire de base est en dessous du salaire social minimum luxembourgeois. Ces contrats à durée déterminée sont souvent d'une durée initiale extrêmement courte et ne sont convertis en contrat à durée indéterminée que dans des circonstances très spécifiques.

Les représentants de l'USL dénoncent les dérives néolibérales de la Commission européenne en matière de politique du personnel et le manque de dialogue social. Le président de l'USL Angelo Milella fait valoir que «la mise à jour de l'accord de coopération OGBL/USL viendra ainsi à un moment propice pour souligner la valeur ajoutée de l'action syndicale, et ce particulièrement dans les temps de crise que nous traversons».

Les deux syndicats se rencontreront prochainement pour élaborer cette mise à jour de leur accord.

Licenciements économiques abusifs

Le président de l'OGBL Jean-Claude Reding a récemment reçu une délégation de délégués (La Gauche) composée des personnes suivantes: André Hoffmann, Nico Reichling, Guy Thomas, Justin Turpel et Serge Urbany.

L'échange de vues portait sur une proposition de loi élaborée par délégués visant à contrecarrer les licenciements économiques abusifs.

L'OGBL partage les objectifs de cette proposition qui vise notamment à améliorer la protection des salariés face à des licenciements injustifiés, à augmenter les indemnités en cas de licenciement abusif et à améliorer les moyens d'action des délégués du personnel et des syndicats.

OGBL NEWSLETTER

Abonnez-vous gratuitement
Jetzt gratis abonnieren

www.ogbl.lu



La maladie peut constituer une raison pour reporter le congé annuel de récréation à l'année suivante

Le principe général admis en droit luxembourgeois est que le congé annuel de récréation doit, dans la mesure du possible, être pris pendant l'année de calendrier. A ce principe, le Code du travail prévoit deux exceptions.

La première constitue le congé proportionnel de la première année (c'est-à-dire de l'année de l'embauche) lequel peut être reporté à l'année suivante si le salarié n'a pas eu la possibilité de le prendre pendant l'année en cours. Les raisons permettant un tel report ne sont pas limitées par le texte, de sorte que, en principe, la maladie ne devrait pas être exclue. Pour avoir droit à un tel report, il faut néanmoins que le salarié le demande auprès de l'employeur avant la fin de l'année de calendrier à défaut de quoi le congé s'éteint.

La seconde exception constitue le congé annuel de récréation non encore pris pendant l'année en cours, à l'exclusion du congé proportionnel de la première année. Celui-ci peut être reporté jusqu'au 31 mars de l'année suivante uniquement «si les besoins du service et les désirs justifiés d'autres salariés de l'entreprise s'y opposent (pendant l'année en cours)».

Jusqu'à présent, il y a lieu de constater que la maladie n'a pas été retenue comme un motif de report du congé de l'année en cours à l'année suivante¹.

Un arrêt de la Cour de Justice des Communautés européennes du 20 janvier 2009² vient de renverser sinon de bouleverser les principes retenus jusqu'à présent.

La Cour a en effet décidé qu'une législation nationale qui prévoit que le droit au congé annuel s'éteint à la fin de la période de référence ou d'une période de report sans que le salarié n'ait eu la possibilité d'exercer le droit, est contraire à la directive 2003/88/CE concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail, directive que le Luxembourg a transposée par la loi du 19 mai 2006.

Ceci amène la Chambre des salariés aux conclusions suivantes:

- 1) La maladie constitue un motif pour reporter le congé de l'année en cours non seulement jusqu'à la fin de la période de report – qui correspond soit à la période allant jusqu'à la fin de l'année suivante au cas où il s'agit du congé proportionnel de la première année d'embauche soit à la période allant jusqu'au 31 mars de l'année suivante dans le cas normal du congé annuel de récréation non encore pris –, mais même au-delà, si le salarié était dans l'impossibilité de prendre son congé jusqu'à la fin de la période de report.
- 2) Si le congé n'a pas pu être pris ultérieurement en raison du fait que le contrat de travail a pris fin – soit qu'il y ait eu résiliation du contrat de travail soit que ce dernier ait pris fin de plein droit –, alors une indemnité financière correspondant au congé restant non pris lui sera due.

¹ Arrêt de la Cour de Cassation du 9 juillet 1981, Pasicrisie 25, p. 126; la maladie n'a pas été retenue comme motif de report à l'année suivante pour un congé proportionnel de la première année.

² Gerhard Schultz-Hoff c./Deutsche Rentenversicherung Bund (C-350/06) et Stringer e.a. c./Her Majesty's Revenue and Customs (C-520/06)



Aktuell unterhielt sich mit dem OGBL-Zentralsekretär **Hubert Hollerich**

Der Transportbereich ist stark von der Krise getroffen



aktuell: Der Straßentransport wurde besonders hart von der Krise getroffen. Wie sieht es im Moment aus? Wie viele Betriebe und Arbeitnehmer sind betroffen?

HH: Eines ist klar: je mehr die Industrieproduktion gedrosselt wird, umso weniger Volumen wird transportiert. Dies betrifft die gesamte Logistikkette, angefangen beim Transport der benötigten Rohstoffe, bis hin zur Verteilung der fertigen Produkte. Viele Luxemburger Transport- und Logistikunternehmen sind direkt von Produktionsstandorten im Ausland abhängig, wie zum Beispiel der Automobilindustrie. Auch internationale Frachturnschlageplätze, wie zum Beispiel die Häfen von Antwerpen oder Rotterdam, aber auch die Flughäfen Luxemburg, Paris oder Frankfurt sind wichtige Barometer für den gewerblichen Straßengüterverkehr. Im Antwerpener Hafen ist im ersten Quartal ein Rückgang von rund einem Fünftel im Vergleich zum Vorjahr zu verzeichnen. In den Häfen werden weniger Container verladen, da der Welthandel aufgrund der Wirtschaftskrise rückläufig ist. Folglich werden auch weniger Container von den Häfen aus über die Straße oder mit der Bahn transportiert.

Die soziale Lage ist dementsprechend kritisch. Zahlreiche Betriebe beantragten Kurzarbeit, andere verhandelten Sozialpläne. Im Rahmen der bislang ausgehandelten Sozialpläne, haben mehr als 200 Kolleginnen und Kollegen ihren Arbeitsplatz verloren.

aktuell: Außerhalb der Krisenproblematik, welche anderen Probleme stellen sich im Straßentransport?

HH: Im Straßentransportsektor stellt sich seit jeher das Problem der langen Arbeitszeiten, der langen Lenkzeiten und der zu niedrigen Ruhezeiten. Dies betrifft sowohl den Lkw- als auch den Busbereich. Es ist schlicht und einfach unverantwortlich, Busfahrer während 5 oder 6 Stunden, Non-Stop, ohne Pause, bei den heutigen Verkehrsverhältnissen im Linienverkehr einzusetzen. Genau so unverantwortlich ist es, einen Lkw-Fahrer, getreu dem Just-In-Time-Prinzip, zu zwingen, seine gesetzlich vorgeschriebene Lenkzeit zu überschreiten oder die Ruhezeit zu missachten. Mit dieser Vorgehensweise wird nicht nur die Sicherheit des Fahrers, sondern auch die der anderen Verkehrsteilnehmer gefährdet.

Ich hoffe, dass die nun obligatorische Aus- und Weiterbildung für Berufskraftfahrer, deren Ziel es ist, die Verkehrssicherheit zu erhöhen, sich dieser Thematik annimmt.

Ein weiteres Problem ist das Sozial- und Lohndumping. Die Masche ist immer die gleiche: westeuropäische Betriebe flaggen aus und lassen sich, meist in Form einer Briefkastenfirma, in einem mittel- oder osteuropäischen Land nieder, wo sie auch ihre Fahrzeuge immatrikulieren lassen. Vor Ort rekrutieren sie dann Kraftfahrer zu den lokalen Lohn- und Arbeitsbedingungen und drängen dann wieder auf den westeuropäischen Markt zurück. Diese Betriebe ruinieren die Frachtpreise und höhlen die Kollektivverträge aus. Es handelt sich schlicht und einfach um die Legalisierung des Bolkestein-Prinzips. Die Entwicklung ist gefährlich und hat auch schon auf



Rastplätzen zu Übergriffen auf osteuropäische Kraftfahrer geführt.

aktuell: Gibt es noch spezifische Probleme im Taxibereich?

HH: Die öffentliche Diskussion der letzten Monate im Taxibereich konzentrierte sich zu sehr auf den Preis der Taxifahrten. Andere Themen kamen viel zu kurz: Schwarzarbeit, Nicht-Beachten des Kollektivvertrags, Aggressionen gegenüber Taxifahrern. In punkto Taxigesetzgebung muss man der Regierung ein Kompliment machen. Transportminister Lucien Lux hat den OGBL von Anfang an an den Gesprächen über die geplante Gesetzesänderung beteiligt. Somit konnte der OGBL das neue Gesetz konkret mitgestalten. Es wird den Taxisektor von Grund auf reformieren und hoffentlich transparenter gestalten.

aktuell: Wie sieht es in der zivilen Luftfahrt aus?

HH: Genau wie der Straßentransportsektor, leidet auch die Luftfahrt enorm unter der gegenwärtigen Wirtschaftskrise. Die Zahl der Passagiere auf den Linienflügen ist weltweit im Sinkflug. Auch die Luxair bleibt von dieser Negativ-Entwicklung nicht verschont. Was die Luftfracht anbelangt, so wurde in den vergangenen Monaten erheblich weniger Fracht am Findel umgeschlagen. Zu betriebsbedingten Entlassungen ist es aber bislang weder bei der Luxair noch bei der Cargolux gekommen. Bei der Cargolux hat sich der Ton des Sozialdialogs jedoch verschärft. Obwohl die Auftragsbücher der Cargolux nach wie vor gut gefüllt sind, möchte das Management die Löhne um rund 10% kürzen und hat die Gewerkschaften regelrecht erpresst. Sollten die geforderten Lohnkürzungen nicht angenommen werden, komme es zu Entlassungen. Unter diesen Voraussetzungen ist ein konstruktiver Sozialdialog sehr schwierig. Fakt ist, dass das Arbeitsvolumen bei der Cargolux unverändert hoch geblieben ist, der Transportpreis jedoch drastische Einbußen erlitt. Die Gewerkschaften



waren deshalb bereit, den aktuellen Kollektivvertrag, ohne zusätzliche Forderungen, zu verlängern. Für den OGBL stellt diese Null-Runde ein fairer Kompromiss dar, für die Cargolux-Direktion geht dies nicht weit genug.

aktuell: Und im Handling?

HH: Bedingt durch den Konkurs der Handlingfirma „Swissport“, fällt die Konkurrenz am Findel weg. Diese Konkurrenz wurde in Anwendung der Liberalisierungspolitik der EU im Flugverkehr geschaffen. Betroffen sind sowohl das Cargo-Handling als auch das Passagier-Handling. Des einen Freud, des anderen Leid: Für die Luxair und deren Beschäftigten im CargoCenter, im Check-In und in der Gepäckabfertigung dürfte die Nachricht vom Konkurs eine gewisse Erleichterung und Entwarnung bedeutet haben.





aktuell: Wie zufrieden ist das Syndikat OGBL-Zivile Luftfahrt mit der Entwicklung bei LuxAirport insgesamt?

HH: Insgesamt gesehen, sind wir sehr zufrieden mit der Entwicklung von LuxAirport. Unter dem Impuls des liberalen Transportministers Henri Grethen sollten möglichst viele Dienstleistungen am Findel privatisiert werden, indem sie an LuxAirport gefallen oder aber an Dritt-Unternehmen outgesourced worden wären. Es ist ohne Zweifel dem unermüdlichen Einsatz unseres Präsidenten Jean-Claude Reding, der Leitung unseres Syndikats Zivile Luftfahrt, mit an seiner Spitze der Vorsitzenden Annette Schuler, aber auch der Politik von Transportminister Lucien Lux zu verdanken, dass die Pläne der DP nicht umgesetzt wurden und LuxAirport heute zu hundert Prozent dem Staat gehört. Die Beschäftigten von LuxAirport haben heute einen sicheren Arbeitsplatz und einen fortschrittlichen Kollektivvertrag.

aktuell: Hat die Politik im Flughafenbereich die richtigen Entscheidungen getroffen und zukunftsweisende Akzente gesetzt? Gibt es in Zukunft noch auszusüpfendes Potenzial, um zusätzliche Arbeitsstellen zu schaffen?

HH: Die Politik hat meines Erachtens die richtigen Schlüsse gezogen. Die Flughafenverwaltung z.B. wurde nicht privatisiert und auch nicht in ein „établissement public“ umgewandelt. Dies ermöglicht es dem Staat weiterhin einen direkten Einfluss auf das Geschehen am Findel zu haben. Zur Zeit ist ein Gesetz in Ausarbeitung, um das Statut der Fluglotsen zu regeln. Hier hat die Fluglotsengilde, die einen Kooperationsvertrag mit dem OGBL hat, eine enorm gute und wichtige Vorbereitungsarbeit geleistet.

Gegenwärtig ist der Flughafen der Arbeitsplatz von über 6.000 Beschäftigten. Diese Zahl kann noch gesteigert werden. Das Potenzial hierfür besteht, sowohl im Fracht- als auch im Passagierbereich. Die neue Flughafenabfertigungshalle und das neue Cargolux-Hangar zur Wartung der Flugzeuge sind Investitionen, die dazu bestimmt sind, die Aktivitäten am Flughafen auszubauen und eine besseren Service anzubieten.

Bei der ganzen Diskussion um den Flughafen Findel darf nur eines nicht zu kurz kommen: der Dialog mit dem Bürger. Die Politik und die Verantwortlichen der Flughafenbetreiberfirma LuxAirport sollten dafür sorgen, den Dialog mit den Anrainern des Flughafengeländes zu führen. Ein gesunder Dialog mit dem Bürger ist ein wichtiges Element, damit der „success story“ Findel auch in Zukunft nicht bange wird.

aktuell: Wir danken für das Gespräch.



Aviation Civile



Sabine Zâara

Hubert Hollerich

Panalpina Luxembourg S.A.

Entlassung von 50 Mitarbeitern innerhalb der nächsten 6 Monate

Der Transport- und Logistiksektor wird von der Wirtschaftskrise hart getroffen. Der Betriebsrat und die Betriebsleitung von Panalpina Luxembourg mussten einen Sozialplan für 50 der 300 Beschäftigten verhandeln. An den Verhandlungen war auch ein Vertreter des OGBL beteiligt.

Abgesehen von einem Schrumpfen des Arbeitsvolumens um rund 40%, verliert Panalpina einen Großkunden, der seine Aktivitäten in ein anderes Land delokalisiert.

Nach 4 Sitzungen liegt folgendes Verhandlungsergebnis vor:

- 3-monatige Kündigungsfrist für Mitarbeiter mit einer Betriebszugehörigkeit unter 5 Jahren;
- legale Mindestabgangsentschädigung gemäß Arbeitsgesetz und gültigem Kollektivvertrag;
- freiwillige Zusatzentschädigung in Funktion der Betriebszugehörigkeit, die wie folgt festgesetzt ist:
 - 1 Monatslohn im Verhältnis zu den gearbeiteten Monaten für Mitarbeiter mit einer Betriebszugehörigkeit unter 1 Jahr
 - 1,5 Monatslöhne für Mitarbeiter mit einer Betriebszugehörigkeit zwischen 1 und 5 Jahren

- 2 Monatslöhne für Mitarbeiter mit einer Betriebszugehörigkeit zwischen 5 und 10 Jahren
- 2,5 Monatslöhne für Mitarbeiter mit einer Betriebszugehörigkeit von mehr als 10 Jahren;
- Kinderzulage in Höhe von 400 € pro Kind zu Lasten des Mitarbeiters;
- Anwesenheitsprämie von 800 € für die Mitarbeiter, die während der Kündigungsfrist nicht freigestellt sind;
- Priorität bei einer eventuellen Wiedereinstellung von 1 Jahr.

Cargolux

La paix sociale mise en péril par la direction!

Depuis le début de l'année, les syndicats LCGB-SEA et OGBL ainsi que la délégation de personnel de Cargolux s'efforcent de trouver des solutions afin de pouvoir amortir les conséquences de la crise économique mondiale sur l'entreprise.

Fait est que le volume de travail n'a pas diminué depuis lors et on ne peut pas parler d'un excédent de personnel.

Depuis le début la direction revendique un gel des salaires et des traitements. Les syndicats ont rejeté catégoriquement cette proposition et ont proposé en contre partie de prolonger la convention collective de travail actuelle, sans revendications supplémentaires («Nullrunde»).

De plus, les syndicats ont exigé des réunions régulières avec la direction, afin de pouvoir évaluer la situation économique de Cargolux à tout moment, et de ce fait pouvoir réagir sans délais dans une éventuelle situation d'urgence.

Au lieu de mener un dialogue social constructif, lors de ces réunions, la direction de Cargolux les a utilisées

afin d'augmenter ses revendications de façon continue: gel des salaires, décalage du paiement du treizième mois sur une période non définie ou même des réductions de salaires d'au moins 10 pour cent.

Les seules propositions constructives venaient jusqu'ici des syndicats et peuvent être résumées comme suit:

- Prolongation de la convention collective sans revendications supplémentaires
- Mesures volontaires afin de diminuer les frais (réduction du temps de travail, modification des plans de travail,...)
- Prêretraite
- Congé de formation
- Organisation d'entretiens avec ministères compétents

L'éclat s'est produit lors d'une réunion le 8 mai 2009. Lors de cette réunion, la direction de Cargolux a voulu forcer les syndicats à signer les revendications patronales, faute de quoi un plan social devrait être établi et des licenciements seraient effectués.

Vu l'attitude bornée de la direction, les syndicats LCGB-SEA et OGBL considèrent les négociations comme échouées et vont saisir l'Office national de conciliation (ONC). Par conséquent, des actions syndicales ne sont plus exclues.



Transformation sur métaux et Garages



Marco Casagrande

Robert Wolff

Novelis

Manifestation du personnel

Pour le respect de la loi sur le paiement du salaire en cas de maladie: les majorations des nuits et des dimanches sont dues.

Le syndicat Transformations sur métaux et Garages de l'OGBL et la délégation du personnel de l'OGBL de Novelis avaient appelé le personnel à manifester le 7 mai contre l'attaque inacceptable de la direction en matière de paiement du salaire en cas de maladie. Le secrétaire central de l'OGBL, Marco Casagrande, a rappelé que les majorations dues pour le travail de nuit, de dimanche et de jour férié régulièrement prestés doivent être prises en compte dans le calcul et le paiement du salaire en cas de maladie et que l'OGBL n'acceptera pas que le patronat évoque comme prétexte le statut unique, qui nulle part ne prévoit une quelconque dégradation des salaires.



FEL S.A.

Raubein am Werk

Wildwestmethoden bei der FEL S.A. in Lentzweiler? Beschäftigte und Delegierte klagen über Belästigungen und Drohungen.

Die Angst sitzt tief bei den Mitarbeitern von FEL S.A. Nur 20 der fast 300 Beschäftigten haben sich zur Versammlung eingefunden. Dabei sehen die Männer, die im karg möblierten Saal des Pavillons des Clerfer Kulturzentrums an der Straße nach Eselborn sitzen, nicht so aus, als ob man ihnen schnell Angst einjagen könnte. Sie sind körperlich schwere Arbeit gewöhnt. Aufflieger und Tieflader für Spezialtransporte bauen, schweißen, montieren, mit schweren Metallteilen umgehen, das ist nicht jedermanns Sache.

„Die mit Kindern trauen sich nicht. Sie wollen ihren Job nicht verlieren“, murmelt einer der Teilnehmer, auf die Feststellung, es seien doch recht wenige gekommen. Eine mögliche Erklärung folgt im Laufe des Abends. Aus den oft verworrenen Aussagen zeichnet sich langsam das Bild eines Betriebs ab, dessen Besitzer als absoluter Herr über seine Untergebenen herrscht und kein Gesetz außer seinem eigenen kennt. Die Luxemburger Gesetze interessieren ihn nicht, soll er Delegierten entgegengehalten haben. Frühkapitalistische Zustände?

Vor allem zwei Personaldelegierte beklagen sich. Sie wurden 2007 auf der OGBL-Liste in den sechsköpfigen Ausschuss gewählt. Die anderen vier Delegierten kandidierten auf einer neutralen Liste. Noch vor den Wahlen habe es Probleme gegeben. Den Besitzern, FEL ist ein Familienunternehmen, wollte nicht einleuchten, warum man auf einer Gewerkschaftsliste mitmache. So was brauche man hier nicht, sei ihnen gesagt worden, sagt Grégory Noël. Er und sein Kollege Franck

Duvivier sprechen von Belästigung („harcèlement“), der sie als Delegierte seitens der Direktion ausgesetzt seien.

Besonders bunt soll es kürzlich bei einer Unterredung im Büro des Chefs zugegangen sein. Der habe mit der Faust auf den Tisch geschlagen. Die Delegierten seien regelrecht angebrüllt worden. „Niemals zuvor bin ich so beschimpft worden“, sagt Grégory Noël. „Nicht mal als Kind seitens meiner Mutter.“

Deswegen haben sie auch bei der Gewerbeinspektion ITM geklagt. Auch die Polizei in Clerf befassten sie mit einer Klage. In ihrem Schreiben vom 11. März an die ITM heißt es ganz undiplomatisch: „Lors de cette entrevue nous avons craint plusieurs fois que Monsieur A.F. ne nous frappe, tellement il y avait de la violence et de l'agressivité dans ses propos et ses gestes.“ Und weiter: „Tous les salariés de l'entreprise sont terrorisés par les paroles et les menaces que la direction et les responsables leur adressent.“

Sündenregister

Das vermeintliche Sündenregister der Direktion ist lang. Es beginnt bei der unerlaubten Kameraüberwachung am Arbeitsplatz über gesetzeswidrige Entlassungen im Krankheitsfall oder nach Arbeitsunfällen und endet bei falschen Lohnabrechnungen und schlechten Arbeitsbedingungen.

Roby Wolff, im OGBL für den Garagen-sektor zuständig, listet die Vorwürfe auf, die ihm schriftlich eingereicht wurden. Er fragt die Anwesenden, ob das denn tatsächlich alles zutrefte. Die Anwesenden nicken.

Im Saal sitzt auch der Präsident der Delegation. Er war auf der neutralen Liste gewählt worden. An diesem Abend schweigt er. Trotz Aufforderungen von Duvivier, sich doch mal zu äußern. Nach der Versammlung werfen einige der noch wenigen



Anwesenden dem Ausschusspräsidenten vor, sich nicht für die anderen Mitarbeiter im Betrieb einzusetzen. Drei der vier Delegationsleute, die auf der neutralen Liste standen, seien in verantwortlicher Position, sagen sie.

„Ein unerträgliches Klima“, resümiert Duvivier die Atmosphäre im Betrieb. So was habe er noch nicht erlebt, sagt Wolff zur Situation im Unternehmen. Er versteht die Abneigung gegenüber dem OGBL nicht. Dabei wolle man nur mit der Direktion reden.

Man wolle den Sozialdialog. Den Begriff wiederholt Marco Casagrande (OGBL) mehrmals. Über die Firma habe man auch mit dem Arbeitsminister gesprochen, sagt er. Dieser habe der Gewerkschaft nahegelegt, in der Firma über einen Beschäftigungsplan zu reden.

Die Krise der Autozulieferer ist auch in den Produktionshallen von FEL in Lentzweiler spürbar. Für April wurde Kurzarbeit beantragt. Der Beschäftigungsplan soll Entlassungen vermeiden. Denn an Kündigungen wurde scheinbar bereits laut nachgedacht. 22 Personen könnten entlassen werden, soll die Direktion in einer Informationsversammlung Anfang März gesagt haben.

Von Misstönen will Guy Fickers, Direktor des Unternehmens, nichts wissen. Nur mit einzelnen Personen habe man Probleme, unter anderem mit einem internen Gewerkschafts-

menschen und ganz speziell einem OGBL-Sekretär, sagt er uns. Andere OGBL-Vertreter seien durchaus vernünftig. Auch von Verstößen gegen das Arbeitsgesetz will er nichts wissen. Andernfalls man wohl rechtliche Schritte gegen das Unternehmen eingeleitet hätte. Dass nur 20 von insgesamt 308 Beschäftigten an der Versammlung teilgenommen hätten, sei doch der Beweis, dass es keine größeren Probleme gebe, sagt Fickers.

Übrigens wäre Fickers gerne dabei gewesen. Nur sei er leider nicht eingeladen worden.

Ob das eine Einladung zum Sozialdialog war?

*Lucien Montebusco, Tageblatt
28.03.2009*

FEL S.A.

Ende der 1960er Jahre beginnt der belgische Unternehmer Berthold Faymonville mit dem Bau des ersten Sattelauflegers. In den folgenden Jahren wird die Produktionspalette ausgeweitet. Das Unternehmen besitzt Produktionshallen in Belgien, Polen und in Lentzweiler. Das Werk in Luxemburg wurde 2003 errichtet. Faymonville ist eigenen Angaben zufolge einer der führenden Hersteller von Tiefladern.

Es beschäftigt rund 640 Personen. Davon 206 bei der FEL S.A. und 102 bei Faymonville Distribution.

Banques et Assurances



Michèle Schrobiltgen Véronique Eischen

Journée syndicale

Le 6 mai 2009, le Syndicat Banques et Assurances de l'OGBL a invité ses délégués et militants à sa journée syndicale statutaire au Casino syndical de Bonnevoie.

Serge Schimoff, président du SBA, a mené la réunion.

Michèle Schrobiltgen, secrétaire centrale adjointe, a présenté le rapport d'activités reprenant les événements les plus marquants pour la période 2007-2008.

En 2007, les négociations pour la convention collective des employés de banques 2007-2009 furent très difficiles face à l'ABBL déterminée à détruire les acquis sociaux et à imposer un système de rémunération basé à 100 % sur la performance du salarié.

L'OGBL/SBA décida de ne pas signer cette convention collective contraire aux revendications syndicales. L'Aleba, se désolidarisant du front syndical, signa seul, renonçant ainsi à sauvegarder les garanties d'évolution de carrière des salariés.

Durant l'année 2008, le Syndicat Banques et Assurances de l'OGBL s'est impliqué dans la préparation des élections sociales dans les entreprises et à la Chambre des salariés.

La progression des délégués OGBL élus dans les entreprises a été de 30% par rapport aux élections de 2003.

La crise financière mondiale a



également impacté le Luxembourg en 2008 et deux grandes banques: Fortis, actuellement BGL, et Dexia-BIL ont été particulièrement menacées.

Grâce à l'OGBL, le maintien de l'emploi a été garanti.

Le Syndicat Banques et Assurances soutient continuellement ses délégués dans les entreprises en leur apportant une assistance efficace. Le SBA apporte également son aide aux membres en difficulté.

Véronique Eischen, secrétaire centrale du SBA, a ensuite expliqué aux membres et délégués présents l'impact de la crise financière mondiale sur le secteur financier et les craintes pour les négociations futures, notamment celles de la prochaine convention collective des banques qui sera dénoncée en automne 2009. Le Jobmarket créé sur le site de l'ABBL, et destiné aux victimes de licenciements économiques du secteur financier, est limité dans son fonctionnement et peu efficace pour le maintien de l'emploi.

Les négociations pour le renouvellement de la convention collective de travail des employés d'assurance ont eu lieu en 2008 et ont abouti le 4 mai 2009 par la signature d'un accord de principe sur le contenu de la nouvelle convention collective 2009-2011.

Cette nouvelle convention sauve-

garde les acquis et prévoit des augmentations linéaires et améliorations salariales, ainsi que des mesures en faveur du maintien de l'emploi.

Les négociations pour le renouvellement de la convention collective de Cetrel ont échoué car la direction veut imposer un nouveau système de rémunération basé sur la performance. Sous le prétexte de la crise financière - Cetrel n'est pas touché -, elle refuse également d'octroyer des augmentations linéaires adéquates aux salariés. Les débats entre patron et syndicats se poursuivront en conciliation.

Le Syndicat Banques et Assurances de l'OGBL a constaté une augmentation des licenciements individuels dans le secteur financier et demande la vigilance de ses délégués dans les entreprises. Le secteur bancaire a perdu près de 300 postes de travail depuis octobre 2008 et, actuellement, personne ne peut prévoir les conséquences futures de la crise.

Le gouvernement, l'ABBL, l'ALFI, l'ACA et la BCL n'ont pas communiqué sur les perspectives d'avenir de la place financière et de ses salariés. La mise en cause du secret bancaire est également préoccupante. Leurs priorités actuelles sont la rentabilité, les réductions de coût, les réductions d'effectifs et de salaires et le démantèlement des acquis sociaux. La crise sert

de prétexte à ces mesures souvent injustifiées et irresponsables.

Jean-Claude Reding, président de l'OGBL, lors de son allocution, a fait part du dialogue social de plus en plus difficile et le manque de responsabilité sociale qui transparaît dans les 109 propositions de l'Union des Entreprises Luxembourgeoises (UEL). La position de l'ABBL de compenser chaque augmentation salariale par une diminution de l'emploi est du chantage. Pour Jean-Claude Reding, l'enjeu de la manifestation du 16 mai 2009 est capital car elle fera entendre les positions syndicales aux membres du futur gouvernement ainsi qu'au patronat.

L'assemblée générale s'est terminée par le vote pour la composition de la nouvelle direction syndicale du SBA qui comptera désormais 27 membres

Secteur des assurances

Renouvellement de la convention collective

En date du 4 mai 2009 les partenaires sociaux ont abouti à un accord de principe sur le contenu d'une nouvelle convention collective pour les salariés du secteur de l'assurance portant sur les années 2009, 2010 et 2011.

La nouvelle convention collective prévoit les améliorations et augmentations salariales suivantes:

- augmentation annuelle des traitements correspondant à une enveloppe globale de 1% pour chacune des années 2009, 2010 et 2011. Cette enveloppe se décompose d'une partie correspondant aux échelons d'ancienneté et de formation et le solde est réservé aux augmentations basées sur la performance;
- augmentation annuelle linéaire individuelle des traitements de base de 0,3% en 2010 et de 0,5% en 2011;

- pour les nouveaux engagés, relèvement des traitements de départ de 0,3% en 2010 et 0,5% en 2011;
- paiement annuel d'une prime de conjoncture sur base de la grille 2008, à savoir 90% en 2009, 100% en 2010 et 110% en 2011, tout en tenant compte de l'ancienneté;
- octroi en 2009 de 4 heures de repos supplémentaires pour chaque salarié au titre de prime à la signature de la nouvelle convention collective;
- mise en place de mesures en faveur du maintien de l'emploi.

Cetrel S.A.

Echec des négociations pour le renouvellement de la convention collective

Lors de la réunion du 5 mai 2009, la direction de Cetrel S.A. a de nouveau affiché une absence de volonté d'aboutir dans les négociations.

Depuis le début des négociations, la direction veut introduire un système de rémunération opaque, basé sur la seule performance individuelle.

- Pour les salariés qui n'ont pas atteint le salaire maximum du barème, les syndicats ont pu maintenir le système garantissant une évolution minimale au travers d'échelons d'ancienneté.

Par contre, la direction utilise la crise et les craintes qu'elle suscite pour refuser toute augmentation linéaire des salaires (malgré un résultat de l'entreprise en 2008 supérieur à celui de 2007) et tente de démanteler les acquis de la convention collective.

- Pour les salariés barémisés, mais dont le salaire dépasse le seuil fixé par la convention collective,

la direction veut introduire un nouveau système de rémunération à la tête du client et ne se basant sur aucun élément objectif et contrôlable.

De plus la direction s'oppose à ce que ce nouveau système intègre la convention collective, alors que les salariés concernés tombent clairement sous le champ d'application de la convention collective.

Pour parvenir à ses fins, la direction n'a pas hésité à convoquer ces salariés individuellement et leur a fait signer des avenants à leurs contrats de travail.

S'y ajoute encore, que ces salariés échappent à tout contrôle en matière de temps de travail, étant donné que le nouveau système les dispense de tout pointage.

Ces personnes n'étant pas des cadres supérieurs, le nouveau système permet ainsi à la direction de ne plus rémunérer la masse énorme d'heures supplémentaires qu'elles effectuent.

Face à une demande de flexibilité totale, une absence d'augmentation salariale collective et à l'introduction d'un système de rémunération totalement arbitraire, les syndicats OGBL/SBA, Aleba et LCGB-SESF n'ont pu que constater l'échec des négociations et vont saisir l'Office national de conciliation.

Commerce



Hernani Gomes

André Sowa

Heures d'ouverture dans le commerce

Ouvertures prolongées en 2009

L'OGBL d'un côté et la clc (Confédération luxembourgeoise du commerce) de l'autre, viennent de signer un accord-cadre concernant l'ouverture des magasins les samedis et veilles de jours fériés légaux.

La clc sollicitera auprès du ministre des Classes moyennes et du Tourisme une dérogation temporaire réglant la fermeture des magasins pour les jours suivants:

Samedi	11 avril	Pâques
Jeudi	30 avril	Veille de la Fête du Travail
Mercredi	20 mai	Veille de l'Ascension
Samedi	30 mai	Pentecôte
Vendredi	14 août	Assomption
Lundi	3 octobre	Fête nationale allemande
Samedi	31 octobre	Veille de la Toussaint
Samedi	5 décembre	Fêtes de fin d'année
Samedi	12 décembre	Fêtes de fin d'année
Samedi	19 décembre	Fêtes de fin d'année

L'accord-cadre couvre la période du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2009 et prévoit diverses compensations en faveur du personnel, notamment:

- les salariés concernés toucheront une majoration salariale de 50% pour les heures travaillées après 18h00 le 30 avril 2009;
- un sursalaire de 30% pour toutes les heures prestées après 18h00

les autres jours faisant l'objet du présent accord;

- la prestation individuelle par salarié se limite à maximum 5 jours de travail au-delà de 18h00 sur les 10 jours prévus dans l'accord;
- les magasins fermeront leurs portes à partir de 16.00 heures les 24 et 31 décembre 2009.

La clc s'est engagée à inviter l'ensemble des commerces qui tombent sous la couverture de cet accord-cadre de respecter son contenu et d'accorder à l'ensemble du personnel les compensations négociées.

Les entreprises Auchan Luxembourg, Cactus, Cora, Delhaize Luxembourg, et Match ont d'ores et déjà signé l'accord.

La clc ne sollicitera pas d'autorisation supplémentaire permettant de déroger à l'heure de fermeture légale pour les autres samedis et veilles de jours fériés compris dans la période précitée.

L'OGBL lance un appel à toutes les entreprises du secteur d'appliquer et de respecter la teneur de l'accord-cadre négocié. A nos yeux, cet engagement général constitue une condition primordiale en vue de la négociation entre partenaires sociaux d'un nouvel accord-cadre pour 2010.

L'OGBL constate avec satisfaction que le nombre des ouvertures prolongées est limité à 10 jours. Pour tous les autres samedis et veilles de jours fériés, la loi du 19 juin 1995 réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat, limitant à 18h00 l'ouverture des magasins les samedis et veilles de jours fériés légaux, reste de vigueur.

Nous rappelons également que les ouvertures prolongées sont un droit et non une obligation pour les magasins. Les locataires, situés dans les centres commerciaux, ont le libre

choix de reporter ou non l'heure de fermeture légale aux jours prévus par l'accord-cadre.

L'OGBL, premier et de loin plus grand syndicat dans le secteur, rappelle que cet accord-cadre est en parfaite concordance avec les positions que nous défendons, sans aucune démagogie, depuis des années en la matière.

Syndikatstag Handel

Resolution

Die Mehrheit der im luxemburgischen Handel Beschäftigten haben einen Lohn, der nur unwesentlich über dem gesetzlichen Mindestlohn liegt. Aber auch die Situation ihrer Arbeitsbedingungen ist in sehr vielen Fällen alles andere als beneidenswert.

Das Fehlen von Kollektivverträgen trägt maßgeblich zur Unterbezahlung und schlechten Arbeitsbedingungen in vielen Bereichen des Handels bei. Gerade im Handel werden viele Anforderungen an die Beschäftigten gestellt: Sechs-Tage-Woche, Sonntagsarbeit, Verlängerung der Öffnungszeiten, usw...

Die einzig wirkungsvolle Antwort besteht im Abschluss von Kollektivverträgen, die auf eine Erhöhung

der Löhne abzielen, auf eine bessere Organisation der Arbeitszeit, auf mehr geregelte Freizeit und mehr Urlaub für die Beschäftigten und ihre Familien. Es muss Schluss sein mit Niedrigstlöhnen und schlechten Arbeitsbedingungen!

Daher fordern die Beschäftigten die Einführung von allgemein gültigen sektoriellen und/oder Branchen-Kollektivverträgen in Bekleidungs-geschäften, Baumärkten, Parfümerien, Optiker, Friseursalons und anderen Bereichen. Nur Kollektivverträge können den Lohndumping des Patronats beenden und die Arbeitsbedingungen verbessern.

Das Syndikat Handel im OGBL fordert:

- Die allgemeine Erhöhung der Löhne und Gehälter

Es ist unannehmbar, dass nach jeder Mindestloohnerhöhung, die Gehältertabellen im Handel neu definiert werden müssen, weil die meisten Löhne und Gehälter so niedrig sind, dass sie nach jeder Erhöhung vom Mindestlohn „geschluckt“ werden.

- Einführung angemessener Laufbahnen

Die Lohnstufen einer Laufbahn sollen endlich mehr sein als nur



jene geringfügigen Lohnverbesserungen, die gegenwärtig zugestanden werden.

- *Verbesserte berufliche Aufstiegs-möglichkeiten durch Weiterbildung*

Die berufliche Weiterbildung muss neben ihrer allgemeinen Förderung auch für mögliche berufliche Perspektiven des einzelnen Beschäftigten eingesetzt werden.

- *Verlängerte Ladenöffnungszeiten*

Das Syndikat Handel widersetzt sich einer Gesetzesänderung in punkto Ladenöffnungszeiten. Das Gesetz vom 19. Juni 1995, das die Ladenschlusszeiten regelt und die Öffnungszeit auf 18.00 Uhr an Samstagen und Vorabenden von Feiertagen begrenzt, darf nicht abgeändert werden. Ausnahmeregelungen sollen auch in Zukunft auf ein striktes Minimum, und von den Sozialpartnern in einem Rahmenabkommen ausgehandelt werden. Desweiteren widersetzt sich das Syndikat Handel kategorisch der Liberalisierung und Ausweitung der sonntäglichen Öffnungszeiten. Wir fordern den Mittelstandsminister auf, die Genehmigungen auf ein Mindestmaß zu reduzieren und damit aufzuhören die Ausnahme zur Regel zu machen.

- *Verbesserte Arbeitszeitbedingungen*

Die Arbeitszeiten der im Handel Beschäftigten dürfen nicht noch weiter verschlechtert werden. Im Gegenteil, es gilt eine progressive Verbesserung der Arbeitszeitbedingungen anzustreben. Der Vereinbarkeit von Beruf, Freizeit und Familie gehört die Priorität; eine weitere Flexibilisierung der Arbeitszeiten lehnen wir ab.

- *Arbeitszeitverkürzung*

Die 35-Stundenwoche sowie die

6. Urlaubswoche würden nicht nur weitere Arbeitsplätze schaffen, sondern das Personal deutlich entlasten, was sich unweigerlich positiv auf ihre Produktivität auswirken würde.

- *Familienfreundliche Arbeitsbedingungen schaffen*

Das Syndikat Handel fordert, dass familienfreundliche Zeitgewinne in den Vordergrund der Diskussionen rücken müssen. Es könnte dem Ansehen der Betriebe des Handels und der Handelsketten auch nicht schaden, wenn sie kollektive Anstrengungen unternehmen würden, um ein lokales oder regionales Netz von Kindertagesstätten im Dienst der Beschäftigten und ihrer Familien zu schaffen!

- *Mindestlohn und Index sind unantastbare Errungenschaften!*

Die Beschäftigten im Handel müssen allzu oft mit dem Mindestlohn auskommen. Daher sind Mindestlohn und Index unverzichtbare Errungenschaften. Der durch die Preisentwicklung verursachte Lohn- und Kaufkraftverlust muss auch in Zukunft automatisch ausgeglichen werden.

- *Mehr Rechte für die Personalvertreter!*

Die veralteten Gesetzestexte verhindern eine effiziente Arbeit der gewählten Personalvertreter. Das Syndikat Handel fordert eine grundlegende Reform der Mitbestimmungsgesetze und damit die Stärkung der Mitspracherechte der Personalvertreter und der Gewerkschaften in den Betrieben.

Services publics



Christian Sikorski

Pit Schreiner

Syndikatstag Öffentliche Dienste Qualitativ hochwertige öffentliche Dienst- leistungen für alle!

Am Samstag den 9. Mai fand der Syndikatsstag des Syndikats Öffentliche Dienste in Dülelingen statt. Gut 140 Mitglieder hatten sich im Gewerkschaftsheim eingefunden.

Als Gastredner traten Gesundheitsminister Mars di Bartolomeo und OGBL-Generalsekretär André Roeltgen auf. Unter dem Motto „Solidarität ist nicht out“ verteidigte der Gesundheitsminister ein gerechtes Sozialsystem.

André Roeltgen ging auf die heutige Wirtschafts- und Sozialkrise ein und unterstrich das Scheitern des neoliberalen Gesellschaftsmodells. Da der Druck auf die Politik und die Arbeitnehmer hochgehalten werden müsse, rief André Roeltgen alle Mitglieder auf, massiv an der Großkundgebung vom 16. Mai teilzunehmen. Außerdem kritisierte der OGBL-Generalsekretär die permanente falsche Auslegung des Einheitsstatuts durch die Arbeitgeber.

Syndikatspräsident Jean-Marie Schammel unterstrich die Rolle und die gute Arbeit der OGBL-Delegierten beim Lösen alltäglicher Probleme der Arbeitnehmer und sprach sich vehement gegen jegliche Privatisierung öffentlicher Dienstleistungen aus.

Nach dem, wie sämtliche Redner zuvor, auch der beigeordnete Zent-



ralsekretär, Christian Sikorski, die frontalen Lohnattacken der CSV gegen die Gehälter im öffentlichen Dienst aufs schärfste kritisierte, stellte dieser den Tätigkeitsbericht 2007-2009 vor. Hauptaktivitäten waren die Sozialwahlen 2009 unter Einführung des Einheitsstatuts und die langwierigen Kollektivvertragsverhandlung bei den Südgemeinden und beim Staat.

321 Kandidaten des OGBL stellten sich den Sozialwahlen 2009 in 56 Betrieben. Mit 122 gewählten Delegierten in den Betrieben konnte das Syndikat Öffentliche Dienste des OGBL seine Position bei den Gemeinden und Staatsbetrieben verstärken. Der beigeordnete Zentralsekretär bedankte sich bei den OGBL-Syndikaten, Gesundheit und Sozialwesen, Handel, sowie dem Syndikat Bau, Bauhandwerk und Metallkonstruktionen für ihre Unterstützung während der Sozialwahlen. Desweiteren war es wichtig, dass nebst landeskommunalen Kollektivvertragsverhandlungen in den kleineren Gemeinden, die Schlüsselkollektivverhandlungen unterschrieben wurden:

- 04. Juli 2008: der Kollektivvertrag für die Kommunalarbeiter der Südgemeinden
- 14. Juli 2008: der Kollektivvertrag für die Kommunalarbeiter der Stadt Luxemburg

- 19. Dezember 2008: der Staatsarbeiterkollektivvertrag
- 20 Kollektivverträge sind von 2005-2009 unterschrieben worden, weitere 7 bleiben in Verhandlung.

Der Aktionsplan 2009-2011 wird sich an der Ausarbeitung neuer Forderungskataloge für die anstehenden Kollektivvertragsverhandlungen bei den Gemeinden und bei den Staatsarbeitnehmern ausrichten. Die Einführung des Einheitsstatuts ermöglicht erstmals die Verhandlung eines einheitlichen Kollektivvertrags für alle Personalkategorien bei den Gemeinden. Der Forderungskatalog für die Staatsarbeitnehmer wird der verstärkten Präsenz unseres Syndikats in weiteren Staatsbetrieben sowie der Entwicklung der Aufgaben in den Staatsverwaltungen Rechnung tragen.

Die Entreprise des P&T muss des Weiteren durch einen sektoriellen Kollektivvertrag geschützt werden, der gleiche Regeln in der Gehälterstruktur für sämtliche Akteure im Postsektor festsetzt.

Weiterhin wird sich das Syndikat gegen jegliche Privatisierungsversuche öffentlicher Dienstleistungen wehren.

Ebenfalls pocht das SÖD/OGBL auf die Teilnahme an den Verhandlungen des Gehälterabkommens (accord salarial) beim Staat.

Falsches Signal der CSV

OGBL gegen die Kürzung der Anfangsgehälter bei Staat, Gemeinden und im Gesundheits- und Sozialwesen!

Anlässlich des CSV-Kongresses vom 29. März hat Premier Juncker vorgeschlagen, „für zukünftige Staatsbeamte die Anfangsgehälter näher an den Privatsektor heranzuführen“ (Wahlprogramm 2009 – CSV), das heißt zu kürzen.

Der OGBL widersetzt sich einer solchen Spaltung der Beschäftigten im öffentlichen Dienstleistungsbereich und deshalb kommt eine Gehälterkürzung für ihn nicht in Frage. Für die neuen Bewerber werden die gleichen Auswahlkriterien und der gleiche Bildungsweg, die gleichen Arbeitsbedingungen und die gleichen Verantwortungen gelten wie bisher und dies muss in gleichwertigen Laufbahnen anerkannt bleiben.

Der OGBL wird die Rechte aller Beschäftigten im öffentlichen Dienstleistungsbereich verteidigen, die durch diesen Lohnangriff geschädigt werden sollen:

- die Staatsbeamten und -angestellten, sowie die Beschäftigten die unter den Staatsarbeiterkollektivvertrag fallen;
- die Gemeindebeamten und -angestellten, sowie die Beschäftigten, die unter die Gemeindearbeiterkollektivverträge fallen;
- die Beschäftigten im Gesundheits- und Sozialwesen, deren jahrzehntelange Forderung nach einer Aufwertung ihrer Laufbahnen durch diese geplante Lohnkürzung vernichtet werden soll.

Mit ihrem Wahlprogramm leitet die CSV den Sozialabbau ein

Der OGBL verurteilt den Versuch der CSV, die aktuelle Wirtschaftskrise zu

missbrauchen, um die Lohnabhängigen gegeneinander auszuspielen und den bestehenden Sozialneid zu nutzen, den Hebel bei den Beschäftigten der öffentlichen Dienstleistungsbereiche anzusetzen, um in einer zweiten Etappe die Lage der Lohnabhängigen im Privatsektor noch weiter zu verschlimmern.

Anstatt über Lohnabbau, sollte besser über eine Anpassung der Anfangsgehälter im Privatsektor an die Anfangsgehälter beim Staat diskutiert werden. In Luxemburg arbeiten 12% der Männer und 20% der Frauen für den Mindestlohn, womit Luxemburg an der Spitze der EU-Länder steht. Der Mindestlohn liegt übrigens in Luxemburg unter der offiziellen Armutsgrenze.

Der OGBL fordert eine bessere Umverteilung des erwirtschafteten Mehrwerts durch eine offensive Lohnpolitik, eine Verbesserung der Löhne im Privatsektor und kaufkraftstärkende Maßnahmen und lehnt Verschlechterungen strikt ab, in welchem Bereich auch immer.

Der OGBL wird sich gegen solche Lohnangriffe seitens der Politik und der Arbeitgeber des Privatsektors zur Wehr setzen und ruft deshalb alle Beschäftigten auf, an der Manifestation vom 16. Mai 2009 in Luxemburg-Stadt teilzunehmen um sich zusammen mit dem OGBL für ihre Lohn- und Arbeitsbedingungen einzusetzen.

Services et Energie



Jean-Ci. Bernardini

Léon Jenal

Luxgaz Distribution S.A.

Première convention collective de travail

Luxgaz Distribution S.A. avec siège à Contern a été fondée en 1990 et est un des plus importants distributeurs de gaz naturel au Luxembourg. Sa mission consiste en la construction et l'exploitation de réseaux de distribution de gaz. Les quelque 40 collaborateurs assurent vingt-quatre heures sur vingt-quatre un approvisionnement des ménages des 30 communes connectées, de l'industrie et de l'artisanat au Luxembourg.

L'OGBL et la direction de l'entreprise ont pu négocier et signer une première convention collective de travail.

Il s'agissait en premier lieu de légaliser les acquis respectivement les avantages extra-légaux du personnel et d'introduire d'autres améliorations dans cette convention.

Entre autres, les améliorations suivantes ont pu être négociées:

A partir du 1^{er} janvier 2009, les salaires seront augmentés de 1% et au 1^{er} janvier 2010, il y aura une augmentation supplémentaire des salaires de 1,5%.

La grille des salaires actuelle a pu être inscrite dans la convention collective de travail.

L'actuelle prime pour le service de garde a été adaptée vers le haut.

Le personnel bénéficiera d'un 13^e mois.

Les collaborateurs auront désormais droit chaque année en juin à une prime supplémentaire comprenant un montant de base qui peut atteindre selon l'ancienneté un maximum de 800 €.

La convention collective de travail a été signée pour une durée de 2 ans.

W.S.A.

Kollektivvertrag unterzeichnet

Nachdem es im Jahre 2006 zur Schließung des Militärlagers in Bettendorf/Düdelingen durch die U.S. Army gekommen war und damit 200 Arbeitsplätze abgebaut wurden, konnte jetzt nach über 2 Jahren ein neuer Kollektivvertrag unterschrieben werden.

Nach diesem Personalabbau, bei dem allerdings auch 60 Personen entlassen wurden, bleiben noch 103 Mitarbeiter im Lager Sanem beschäftigt, die hauptsächlich im Auftrag der U.S. Air Force arbeiten. Weitere 160 Leute verrichten Dienstleistungen unter W.S.A.-Arbeitsvertrag für staatliche Verwaltungen.

Da es vor zwei Jahren erstrangig darum ging, Arbeitsplätze zu erhalten und abzusichern, war es für die Gewerkschaften und das Personal selbstverständlich keine neuen Forderungen in Sachen Kollektivvertrag zu stellen und so wurde der Vertrag zweimal um ein Jahr verlängert. Somit wurde während zwei Jahren auf Gehaltsaufbesserungen und sonstige Verbesserungen seitens des verbleibenden Personals verzichtet.

Jetzt konnten die Gewerkschaften OGBL und LCGB die Erneuerung des Kollektivvertrags mit der Direktion der W.S.A. unterzeichnen.

Die ausgehandelten Verbesserungen sind:

- une jeweilige Lohnerhöhung für die Jahre 2009 und 2010;
- eine Prämie für die Jahre 2009 und 2010;
- die Erhöhung des Kleidergeldes;
- die Anpassung der automatischen Lohnerhöhung (der früheren Angestellten).

Der Kollektivvertrag wurde für eine Laufdauer von 2 Jahren unterschrieben.



Alain Mattioli

Villeroy & Boch ou le chômage a un visage

Vendredi, le 15 mai à 9h00: le bus rentre sur le parking de l'usine au Rollingergrund où plus de 50 salariés l'attendent pour se rendre ensemble avec les représentants de l'OGBL et du LCGB à Mettlach-Allemagne pour manifester là où les actionnaires principaux de la société se rassemblent.

Les salariés sont tous habillés d'un t-shirt noir avec l'inscription «Villeroy & Boch le massacre de 230 salariés». En arrivant sur place, après 1 heure de bus, nous avons été accueillis par la police qui s'est comportée très discrètement.

Nous nous sommes postés devant l'entrée de l'usine à Mettlach en trois rangées en tenant un calicot montrant les deux visages-clé du patronat de Villeroy & Boch. Une partie des salariés portait des masques blancs pour cacher leurs visages.

En même temps, une liste des

personnes licenciées a été lue. À chaque nom cité un son de cloche mortuaire a retenti pour symboliser ce que les gens ressentent. Une fois la liste lue, nous nous sommes dirigés vers l'entrée de l'usine pour rencontrer les actionnaires. Aussitôt nous nous sommes fait arrêter par des polices privées engagées par Villeroy & Boch pour assurer que les actionnaires ne soient pas dérangés par des futurs ex-salariés de la société.

Nous ne nous sommes pas laissé faire. D'un ton ferme et avec le soutien de tous les manifestants, nous avons demandé à voir les actionnaires. Finalement, Messieurs Jean-Nicolas Villeroy, Wendelin von Boch et Jean-Charles Deteux, les trois actionnaires principaux de la société nous ont rejoint pour recevoir nos doléances.

Nous avons alors remis à ces représentants un dossier comprenant nos revendications avant licenciements. Ce que nous voulons c'est que dans le cadre de la réaffectation de l'usine au Luxembourg, les salariés ayant travaillé pendant 20 ans, 30 ans ou plus pour le compte de Villeroy & Boch, puissent être formés afin de pouvoir donner un coup de main lors de cette réaffectation du site. Ceci permettait aux personnes concer-

nées de ne pas se trouver confrontées au chômage.

Dans le cadre de la continuité de différents services au Luxembourg, nous avons revendiqué l'internationalisation (insourcing) de différents services, comme la sécurité, l'entretien des magasins et du château, le nettoyage des locaux, ...

Outre ces revendications, le dossier contient aussi des témoignages de tous les salariés concernés par ces licenciements et de leurs familles.

Ensuite Alain Mattioli a demandé aux actionnaires d'observer les manifestants enlever leurs masques, de les regarder dans les yeux et de prendre conscience que chaque décision qu'ils vont prendre au sein leur Conseil d'administration aura un impact direct sur le sort de toutes ces personnes ayant désormais un visage.

L'action symbolique devait souligner qu'il ne s'agit pas simplement de suppression de postes, mais de tragédies humaines.

En partant, Monsieur von Boch nous a assuré d'avoir pris en considération nos attentes et que nous allons pouvoir en discuter concrètement au Luxembourg.

L'après-midi se sont réunis les



petits actionnaires de la société et cette fois-ci à Merzig. Bien entendu, nous étions tous présents devant la «Stadhalle» pour accueillir ces gens.

Une manifestation faite pour attirer l'attention sur les sorts humains aurait pu tourner en désastre. Quand les actionnaires sont passés devant nous, Alain Mattioli leur a demandé d'avoir le courage de regarder toutes ces personnes en face avant de décider de leur sort. Juste à ce moment là un groupe de sept jeunes actionnaires, âgés en moyenne de 25 ans, est passé à côté de nous. Ils se sont mis à rire et à se moquer de nous. Interpellée par ce manège honteux, la police est intervenue pour calmer la situation qui était sur le point d'escalader. Afin de terminer avec cette provocation, Alain Mattioli, OGBL, et Marcel Goerend, LCGB, ont exigé d'être reçus par un responsable des petits actionnaires de Villeroy & Boch pour transmettre une nouvelle fois les doléances pertinentes des salariés.

Après 10 longues minutes de négociations, nous avons été accueillis par la responsable de la communication de Villeroy & Boch qui nous a répété le message du matin «nous allons certainement nous voir au Luxembourg pour discuter sur vos attentes dans la mesure du possible».

Pendant une demi heure nous avons encore distribué des tracts dans la rue et nous avons repris le bus pour revenir au Luxembourg.

Un dernier arrêt à Schengen à la Maison de l'Europe où les politiciens et euro-candidats socialistes de la Grande Région s'étaient réunis pour débattre sur l'Europe sociale. En leur transmettant le même dossier qu'aux actionnaires de Villeroy & Boch, nous avons fait appel à eux pour faire enfin une politique sociale dans l'intérêt de l'humain.

Cette manifestation attend ses résultats dans les prochaines négociations avec la direction. S'il s'avère nécessaire, l'ensemble du personnel est prêt à continuer sa pression avec de nouvelles interventions.

Nous savons que le site luxembourgeois n'est plus à sauver. Cependant avant de discuter sur les licenciements, nous voulons discuter sur les formations concrètes et des possibilités concrètes pour sauver un maximum d'emplois. Nous avons des idées, encore faut-il que la direction et les instances politiques nous suivent dans ces démarches. C'est la raison pour laquelle nous avons demandé une entrevue avec les ministres du Travail, François Biltgen, et de l'Économie, Jeannot Krecké, pour avoir leur soutien.

Affaire à suivre ...

Curver les négociations ont enfin abouti

Après une année de discussions difficiles et deux passages devant l'Office national de conciliation, nous avons trouvé un accord acceptable pour tous.

Voici les points principaux de cet accord:

1. Durée de la convention: du 1^{er} avril 2008 au 31 décembre 2010.
2. Une reconnaissance du présentisme : une prime nette annuelle de 600€. Cette prime se calcule par 50€ par mois de présence et est payable tous les 3 mois sous forme de chèque-cadeau à compter du 1/06/2009.
3. Une augmentation salariale de 0,5% de la masse salariale brute de base au 01/07/2009. Cette augmentation représente une augmentation effective de 6cts par heure pour tous les salariés concernés.
4. Diverses clarifications sur des

points d'amélioration qualitative ont été apportées à la convention collective existante.

Ce résultat est le fruit de longues discussions et de concessions mutuelles.

Airtech Europe S.A. ou l'art du dialogue de sourds

En début d'année, le dialogue social était quasi inexistant. En février cependant, la société a été contrainte par le Comité de conjoncture de négocier un plan de maintien dans l'emploi, plan qui a été signé en mars 2009.

Aujourd'hui cependant nous rencontrons à nouveau les mêmes difficultés de dialogue social. La direction des ressources humaines refuse catégoriquement la présence du représentant syndical aux réunions de la délégation à l'intérieur de l'entreprise. Une démarche qui ne rassure pas les collaborateurs et qui certainement ne contribue pas à construire un dialogue social positif.

Au moment de la mise en place du plan de maintien dans l'emploi, l'OGBL était le bienvenu et aujourd'hui on lui claque la porte du dialogue. Cette décision de la part de la direction d'Airtech est inacceptable et difficile à comprendre.

Nous faisons donc appel à la direction de respecter ses dires lors de la mise en place du plan de maintien dans l'emploi et d'entretenir un dialogue social ouvert et constructif entre tous les partenaires sociaux.

Affaire à suivre ...

Erster Gewerkschaftsgipfel der Großregion:

Das Soziale Europa stärken und den politischen Zusammenhalt in der Großregion fördern

Die zehn Mitglieder der Gewerkschaftlichen Plattform der Großregion CSC und FGTB (Belgien), DGB Region Saar und DGB Region Trier (Deutschland), CFDT, CFTC, CGT und FO (Frankreich), CGT-L (OGBL/FNCTTFEL) und LCGB (Luxemburg) haben am 26. März 2009 im Kulturzentrum Paul Barbelé in Strassen den ersten Gewerkschaftsgipfel der Großregion veranstaltet. Zusammen vertreten alle Mitgliedsgewerkschaften der Plattform die Interessen von 500.000 ArbeitnehmerInnen.

Im Vorfeld des bevorstehenden politischen Gipfels der Großregion, aber auch im Hinblick auf die Europawahlen vom 7. Juni, versammelten sich über 150 Gewerkschaftsvertreter aus der Großregion mit dem Ziel in zwei Rundtischgesprächen über die Zukunft des Sozialen Europas und über die Entwicklung der Großregion Saar-Lor-Lux-Rheinland-Pfalz-Wallonien-Deutschsprachige Gemeinschaft Belgien zu diskutieren.

Das Soziale Europa in Zeiten der Wirtschaftskrise stärken

Das erste Gesprächsthema stand unter dem Thema „Europa sozial gestalten!“. Drei Europaabgeordnete der Großregion aus unterschiedlichen Parlamentsfraktionen, der Sozialist Jo Leinen aus dem Saarland, der Sozialist Robert Goebbels aus Luxemburg, der Grüne Claude Turmes, sowie Jean-Claude Mathieu in Vertretung der liberalen Europaabgeordneten Nathalie Griesbeck aus Lothringen waren anwesend. Der Vorsitzende des OGBL Jean-Claude Reding nahm ebenfalls teil an diesem Gespräch. Zusammen haben sich im ersten

Rundtischgespräch mit folgender Fragestellung auseinandergesetzt: „Europa sozial gestalten!“.

Für genug Gesprächsstoff war gesorgt, denn das Soziale Europa durchläuft schwere Zeiten. Zwischen Dezember 2007 und Juni 2008 hat der Europäische Gerichtshof in mehreren verhängnisvollen Urteilen (Fälle Viking, Laval, Ruffert und Kommission vs. Luxemburg) die sozialen Grundrechte als Hindernis für die wirtschaftlichen Freiheiten dargestellt und somit die Vorrangstellung des Wirtschaftlichen vor dem Sozialen durchgesetzt. Im selben Zeitrahmen hat die Kaufkraft der europäischen Bürger kontinuierlich abgenommen. Die Vertiefung der Finanzkrise und der allgemeine Trend zur Lohnmäßigung bringen daher einen zunehmend ausgeprägten Vertrauensverlust der Arbeitnehmer in die EU mit sich.

Hauptgesprächspunkt war daher vor allem die Wirtschaftskrise. Während momentan überall in Europa astronomisch hohe Summen in die Wirtschaft gepumpt werden, wird die Kaufkraft der ArbeitnehmerInnen weiterhin vernachlässigt. Gehältermoderation und Sozialdumping stehen weiterhin auf der Tagesordnung, denn statt die Solidarität zwischen den einzelnen Mitgliedsstaaten zu fördern, wird der Unterbietungswettbewerb innerhalb der Europäischen Union fortgeführt. Dabei müsse gerade jetzt in der Wirtschaftskrise das Vertrauen der Bürger in die EU gestärkt werden indem soziale Maßnahmen getroffen werden. Nur so können schwerwiegende soziale und ökologische Konsequenzen der Krise verhindert werden.

Alle Gesprächsteilnehmer waren sich ebenfalls darüber einig, dass Europa in den letzten Jahren zu liberal geführt wurde und wir auch deswegen ein Umdenken benötigen. Vor allem die Europawahlen sind in diesem Hinblick wichtig, da am 7. Juni über die grundsätzliche politische Ausrichtung Europas für die nächsten fünf Jahre entschieden wird. Während die Kommission Barroso eine liberale Politik verfolgt hat, konnte das jetzige Parlament mehrmals das Soziale Europa fördern indem z.B. mit der Unterstützung der Gewerkschaften die Bolkesteinrichtlinie auf den Kopf gestellt wurde. Es wurde daher auch insbesondere bedauert, dass der für den 7. Mai angekündigte EU-Beschäftigungsgipfel urplötzlich abgesagt wurde und die europäischen Sozialpartner weiterhin trotz steigender Arbeitslosenzahl vom Entscheidungsprozess ausgeschlossen werden.



Solidarität statt Konkurrenzdenken für eine funktionierende Großregion

Das zweite Rundtischgespräch bestand aus den folgenden Mitgliedern des Interregionalen Parlamentarierrates (IPR): Dieter Burgard (Rheinland-Pfalz), Helma Kuhn-Theis (Saarland), Dominique Ronga (Lothringen). Das Ziel des IPR ist es nämlich die ökonomische, soziale und kulturelle Rolle der Großregion durch enge Zusammenarbeit zwischen den einzelnen Regionen zu fördern und somit zu einer Perspektive der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit in den Kompetenzbereichen der einzelnen Regionen beizutragen. Der Gouverneur der belgischen Provinz Luxemburg, Bernard Caprasse, und die beigeordnete Generalsekretärin des LCGB, Viviane Goergen, nahmen ebenfalls teil am Gespräch. Die Diskussionen drehten sich um folgendes Thema: „Welche Zukunft für die Großregion?“.

Den Gewerkschaften liegt diese Frage besonders am Herzen, da die Großregion "Saar - Lor - Lux - Rheinland - Pfalz - Wallonien - Deutschsprachige Gemeinschaft Belgiens" mit 190.000 tagtäglichen Grenzpendlern die mobilste Region Europas bildet. Zugleich kennzeichnet sich die Großregion aber auch durch ihre überaus heterogene Zusammensetzung: sowohl die Regierungsformen (ein souveräner Staat, vier Départements gebündelt in einer Region, 2 Bundesländer, 2 Teilstaaten) als auch die Verwaltungsebenen variieren stark zwischen den einzelnen Teilen dieser grenzüberschreitenden Region. Administrative Mobilitätshemmnisse für die Grenzgänger sind somit vorprogrammiert.

Damit aus dieser Grenzregion eine leistungs- und konkurrenzfähige Regionalgemeinschaft werden kann, wird eine enge Zusammenarbeit zwischen den einzelnen Teilregionen benötigt. Alle Gesprächsteilnehmer waren sich einig, dass die Großregion für jede ihrer Teilregionen einen Mehrwert darstellt. Jedoch fehlt oftmals der politische Wille die Großregion voranzutreiben. So fehlt der Großregion z.B. immer noch eine permanente Struktur jenseits des politischen Gipfels. Hinzu kommt auch, dass die Großregion nicht in allen Teilregionen den selben Stellenwert genießt. Vor allem der belgische Gouverneur ging hart ins Gericht mit der Wallonie, die seiner Meinung nach sehr wenig Interesse an der Großregion hat und dies auch offen zeigt. Luxemburg

spielt hingegen innerhalb der Großregion eine Vorreiterrolle und funktioniert sowohl in politischer als auch in gewerkschaftlicher Hinsicht als Motor der grenzüberschreitenden Kooperation.

Im Gewerkschaftsbereich funktioniert die Großregion vor allem so, dass die luxemburgischen Gewerkschaften einerseits die Forderungen des Europäischen Gewerkschaftsbundes im Bezug auf das Soziale Europa in die Großregion hineinbringen und andererseits zusammen mit den benachbarten regionalen Gewerkschaftsbünden im Interregionalen Gewerkschaftsrat Saar-Lor-Lux-Trier/Westpfalz, in der Gewerkschaftlichen InterRegionalen im Dreiländereck Lothringen-Luxemburg-Wallonie und in der Gewerkschaftlichen Plattform gemeinsame Aktionen planen. Letztendlich ermöglicht diese Solidarität zwischen allen Beteiligten es nämlich, dass die Zusammenarbeit der Gewerkschaften in der Großregion meist besser und weitaus einfacher verläuft als die politische Kooperation zwischen den einzelnen Teilregionen.



Le Parlement européen rejette la proposition visant à modifier la directive sur le temps de travail des conducteurs routiers

Un succès pour les travailleurs!

Ensemble avec la Confédération européenne des syndicats (CES), l'OGBL se félicite du rejet par le Parlement européen en première lecture de la proposition de la Commission européenne visant à modifier la directive existante relative à «l'aménagement du temps de travail des personnes exécutant des activités mobiles de transport routier».

La proposition de la Commission ne tenait pas compte de la demande du Parlement et du mouvement syndical d'inclure complètement les conducteurs indépendants dans le champ d'application de la directive. Exclure les indépendants, qui sont souvent des faux indépendants, c.-à-d. des conducteurs qui ne travaillent que pour un seul client, aurait notamment eu comme conséquence la possibilité de travailler 86 heures par semaine. Par ailleurs, un grand nombre de conducteurs salariés auraient été poussés à s'établir à leur propre compte. Ceci est encore un exemple de la volonté farouche de la Commission Barroso de tout faire pour déréguler au détriment de la santé et de la sécurité des travailleurs. Alors que l'objectif même de la directive actuellement en vigueur dans ce domaine est d'améliorer la protection des travailleurs.

En avril 2009, la CES avait envoyé une lettre au président de la Commission pour lui demander de retirer son texte, mais elle n'a reçu aucune réponse. Ensemble avec la Fédération européenne des travailleurs des transports, la CES avait également envoyé une lettre aux membres du Parlement européen pour leur demander de rejeter ce texte. John Monks, secrétaire général de la CES, a déclaré après le vote du 5 mai: «Je suis heureux que le Parlement européen ait suivi la recommandation de la CES dans l'intérêt de la sécurité routière et de celle des conducteurs. Nous accueillons favorablement la décision d'inclure les conducteurs indépendants. Dans le cas contraire, cela aurait débouché sur la dérégulation sociale des transports routiers, ouvrant la voie à la concurrence déloyale entre les faux indépendants et les travailleurs réguliers. En outre, les aspects environnementaux auraient également été négligés. C'est une bonne nouvelle pour l'Europe sociale, et nous espérons que, la fois prochaine, la Commission consultera les partenaires sociaux avant de proposer des textes susceptibles d'avoir des répercussions négatives pour les travailleurs».



14-16 mai 2009

Une mobilisation syndicale européenne plus importante que prévue

L'ampleur inattendue de la mobilisation syndicale européenne qui a eu lieu du 14 au 16 mai montre l'inquiétude des travailleurs européens face à la situation de l'emploi qui se détériore. 150 000 manifestants à Madrid le 14 mai, 50 000 à Bruxelles le 15 mai, dont plusieurs centaines de membres de l'OGBL, 100 000 à Berlin et 30 000 à Prague le 16 mai, ces chiffres dépassent de loin les estimations de la Confédération européenne des syndicats (CES).

Les manifestants ont réclamé des mesures plus ambitieuses et plus courageuses de la part de l'Union européenne et des gouvernements nationaux afin de venir en aide aux chômeurs, de plus en plus nombreux. Ils ont demandé également que jamais plus les excès du capitalisme financier ne soient en mesure de détruire l'économie mondiale.

John Monks, secrétaire général de la CES a déclaré: «L'ampleur de ces Euro-manifestations révèle l'inquiétude croissante des travailleurs face à l'avenir. Le monde du capitalisme financier imagine qu'après quelques timides signes de relance on en reviendra tôt ou tard aux bonnes vieilles habitudes, alors même que ce système

vient de subir une crise cardiaque. Ce monde semble oublier également qu'il reste sous l'assistance respiratoire des contribuables européens, qui jamais plus ne permettront que la cupidité et l'égoïsme ne puissent provoquer des dommages qui se chiffrent à plusieurs trillions d'euros. Nous avons rapidement besoin d'une réglementation plus forte des marchés financiers et d'un renforcement de l'influence des travailleurs dans les conseils d'administration. Les travailleurs veulent aussi des programmes pour soutenir l'industrie et les emplois, ainsi que des mesures ambitieuses pour lutter contre un chômage croissant. Tel est le message que la rue a lancé cette semaine dans toute l'Europe.»



Ghana-Projekt von OGBL Solidarité Syndicale

Internationale Solidarität in Zeiten der Krise



In den Diskussionen über die Auswirkungen der Finanz- und Wirtschaftskrise beschäftigen wir uns mit verschiedenen Themen: Auswirkungen der Krise auf den Arbeitsmarkt, soziale Sicherungssysteme, Migration, Absatzmärkte, Nachfrage etc. Themen wie Entwicklungszusammenarbeit finden dabei erstaunlich wenig Beachtung.

Viele Geberländer und -organisationen scheinen in Zeiten der Krise den Blick nach Innen zu richten und nationalen Herausforderungen Priorität einzuräumen. Dabei sind die Auswirkungen insbesondere für viele Menschen mit prekären Beschäftigungsverhältnissen in armen Ländern verheerend. Die luxemburgische Regierung hat sich daher entschlossen, gerade in Zeiten der Krise ein Zeichen der Solidarität zu setzen und plant, das staatliche Budget für Entwicklungszusammenarbeit auf 1% des BSP zu erhöhen. Auch die NGO des OGBL, Solidarité Syndicale, engagiert sich mit einem Projekt in Ghana über die Grenzen Luxemburgs hinaus für die Ärmsten der Armen (Aktuell 3/2009, S. 42).



Das Projekt „Ghana-Luxemburg Social Trust“ der ONG OGBL Solidarité Syndicale in Ghana wird soziale Sicherungssysteme in Ghana stärken, um den Gesundheitsstatus von Kindern und Müttern zu verbessern und Armut im Allgemeinen zu vermindern.



*Drei Ärztinnen des National Health Center an Research Center
aus dem Damge-Distrikt*

Le Projet Ghana est un véritable défi pour nous en tant que syndicat. Nous croyons non seulement à la réussite de ce projet, mais espérons aussi que d'autres suivront l'exemple de l'ONG OGBL Solidarité Syndicale.

Mon voyage avec le BIT (ILO) au Ghana en avril cette année m'a montré la nécessité de tels projets. Avec l'aide du BAT (bureau d'assistance technique) du Cercle des ONG nous avons ensuite pu préparer en détail le dossier soumis au ministère de la Coopération.

Pour l'OGBL ce sera Arsène Engel qui va coordonner le projet Ghana sur place à Accra à partir de septembre.

Armand Drews, chef de projet

Luxemburg hat, auch im internationalen Vergleich, ein weitreichendes Sozialversicherungssystem. Es umfasst Geldleistungen bei Mutterschaft, Kindergeld, Arbeitslosenversicherung, Arbeitsunfallversicherung, Gesundheitsfürsorge, Alters- und Arbeitsunfähigkeitsrenten sowie eine Pflegeversicherung. Das Projekt zielt darauf ab, nach luxemburgischem Vorbild, schwangeren Frauen und neugeborenen Kindern eine gewisse Einkommenssicherheit zu garantieren. Dies unter der Bedingung, dass eine Reihe von Gesundheitsdienstleistungen, insbesondere die Vor- und Nachsorge rund um die Schwanger-

schaft, in Anspruch genommen werden. Dieses Prinzip des "Conditional Cash Transfers" hat in den letzten Jahren, insbesondere in Lateinamerika wie zum Beispiel in Mexiko und Brasilien, große Erfolge erzielt.

Die Mütter- und Kindersterblichkeit in Ghana ist, wie auch in vielen anderen afrikanischen Ländern, sehr hoch. Durchfall, Atemwegserkrankungen und Malaria sind die Hauptgründe für Kindersterblichkeit. Dies sind Krankheiten, für die es effektive und kosteneffiziente Behandlungsmethoden gibt und an denen in reichen Ländern kaum jemand stirbt. Die Weltgesundheitsor-





Treffen mit der Verwaltung des Distrikts

ganisation betont, dass über zwei Drittel der Todesfälle von schwangeren Frauen und Kindern in armen Ländern verhindert werden könnten, wenn diese Menschen rechtzeitig adäquat behandelt würden. Viele Menschen in armen Ländern haben jedoch keinen Zugang zu Gesundheitsdienstleistungen oder suchen nicht rechtzeitig einen Arzt auf, häufig, weil sie zu arm sind, um den Transport oder die Behandlung zu bezahlen. Das Ghana-Projekt des OGBL Luxemburg schafft Anreize in der Bevölkerung, die Gesundheitsleistungen in Anspruch zu nehmen und stellt gleichzeitig die finanziellen Mittel zu Verfügung, um armen Menschen den Arztbesuch zu ermöglichen.

In prekären Lebensumständen und Zeiten großer wirtschaftlicher Unsicherheit spielt die Bereitstellung



Pour soutenir le Projet Ghana, remplissez le formulaire ci-dessous et renvoyez-le à
OGBL ONG Solidarité B.P. 149 L-4002 Esch/Alzette.

Je soussigné(e): _____

Nom et prénom: _____

Rue: _____ No.: _____

Code postal: _____ Ville: _____

Pays: _____

Téléphone: _____

E-mail: _____

déclare soutenir le Projet Ghana en adhérant au Global Social Trust du Luxembourg, membre du Global Social Trust mondial, à partir du (date) _____

Je verse chaque mois la somme de euros _____

Je verse annuellement la somme de euros (minimum 60.- euros/an) _____

Au compte de l'OGBL/ONG Solidarité Syndicale

Numéro de compte: LU54 1111 0828 4810 0000

BIC: CCPL LULL

Référence: «Projet Ghana»



monatlicher Geldzahlungen über einen Zeitraum von fünf Jahren für die Familien eine besonders wichtige Rolle, um die soziale Sicherheit von armen Müttern und ihren Kindern zu stärken.

Das Projekt wird in Zusammenarbeit mit der ILO und lokalen Partnern vor Ort durchgeführt. Es handelt es sich um eine Pilotmaßnahme, die zunächst nur in einem District, Dangme West, durchgeführt wird. Die ILO stellt ihre langjährige Erfahrung im Bereich der Stärkung von sozialen Sicherungssystemen in Entwicklungsländern zu Verfügung. Dies bezieht sich einerseits auf technische Expertise für die konzeptionelle Ausgestaltung des Projekts, andererseits auf logistische Aspekte für die Umsetzung vor Ort. Vor Ort übernehmen der Ghana Health Service, die District Health Insurance, das Sozialhilfeprogramm des Arbeitsministeriums, "Livelihood Empowerment Against Poverty" sowie das Health Research Centre verschiedene Aufgaben für die Umsetzung des Projekts. Die enge Zusammenarbeit mit Partnern vor Ort und die Umsetzung des Projektes durch bereits bestehende, lokale Strukturen garantieren die Akzeptanz in der Bevölkerung und die Erfolgsaussichten des Projekts.



En date du 30 avril 2009 l'ONG OGBL Solidarité Syndicale, l'ONG de l'OGBL, représentée par Armand Drews, chef du projet accompagné de Veronika Wodsak, déléguée du Bureau international du travail, Angelo Zanon, membre de l'ONG et Arsène Engel, responsable du projet au Ghana ont procédé au dépôt auprès du ministère des Affaires étrangères, direction de la coopération au développement, d'un projet de Global Social Trust au Ghana.

Ce projet a pour but de garantir une protection sociale et médicale aux femmes enceintes les plus démunies, ainsi qu'à leurs enfants jusqu'à un âge de cinq ans. Les bénéficiaires du projet seront issus du district rural de Dangme West dans le district d'Accra au sud-est du Ghana. L'OGBL Solidarité Syndicale estime qu'il pourra ainsi réduire le taux de mortalité parmi les bénéficiaires du projet.

Le projet s'étale sur une durée de cinq ans et est gérée au Ghana par un coopérateur luxembourgeois. Le projet est financé par l'OGBL Solidarité Syndicale à travers des

dons collectés au Luxembourg et par le ministère des Affaires étrangères.

Les dons pourront être versés au CCPL LU54 1111 0828 4810 000 et sont fiscalement déductibles.





Inégalité des chances

Un salarié frontalier, avec une ancienneté de 9 ans, dans une société de la zone industrielle de Foetz, (où a eu lieu le 9 septembre 2009 un piquet de protestation organisé par l'OGBL), est licencié avec préavis en date du 23 octobre 2008. Il y a beaucoup de cas semblables à l'heure actuelle, beaucoup trop.

Sauf que, suite à un comité mixte extraordinaire du 18.09.2008, il avait été spécifié que cette personne serait transférée à un autre poste et que l'information au personnel se ferait probablement le mercredi 24 septembre 2008. En date du 10 octobre 2008, notification de la société à son salarié d'un avertissement disciplinaire, notification le 13 octobre 2008 pour un entretien préalable au licenciement fixé au 22.10.2008 et la boucle est bouclée.

A quoi servent donc des engagements d'une direction de société au niveau d'un comité mixte, si c'est pour 3 semaines plus tard revenir sur les engagements en question.

A noter également que ce salarié avait le statut de travailleur handicapé et que l'employeur récupérait une partie de son salaire.

Il va dès lors être très difficile pour ce travailleur frontalier de se réinsérer sur le marché du travail. Mais ce qui blesse le plus dans ce dossier c'est l'attitude du responsable du personnel.

En effet, le soussigné a pris contact avec ce DRH pour

lui demander son aide afin d'essayer de trouver une solution dans l'intérêt de ce salarié qui présente un handicap, (ce qui ne l'a pas empêché de travailler 9 ans pour et dans l'intérêt de cette société).

Il faut dire que le premier contact a été courtois et semblait positif. Je dis bien, semblait...

Car à ce jour, j'attends toujours une réponse, malgré plusieurs appels téléphoniques, (à chaque fois la même réponse, en réunion, il n'est pas là aujourd'hui, il vous rappellera ...)

Mais le plus grave, c'est qu'il certifie à un délégué du personnel de l'entreprise qu'il a repris contact avec le soussigné et qu'il lui a fait part de sa réponse.

Un DRH, qui n'a même pas le courage de répondre simplement «NON» à une demande n'est pas à sa place et c'est un manque de respect total envers ses interlocuteurs et son ancien salarié.

On prend acte de la «valeur» de ce DRH et pour notre part, nous allons nous battre pour l'avenir de ce salarié handicapé.

On parle d'égalité des chances, c'est plutôt d'inégalité des chances dont il faudrait parler.

*«La peur tient à l'imagination, la lâcheté au caractère»
(J. Joubert)*

Philippe Manenti



**Brochure disponible
dans nos agences**

Association de Soutien aux Travailleurs Immigrés

Trois décennies d'action

L'Association de Soutien aux Travailleurs Immigrés fête cette année ses 30 ans: trois décennies d'action, de revendication, au service d'une société en mutation.

Depuis sa création en 1979, l'ASTI s'est engagée pour une société nouvelle, riche de sa diversité et basée sur l'égalité des droits et la pleine participation politique.

Interpellant Luxembourgeois et étrangers par le biais de projets novateurs, ses propositions et revendications dans le domaine de la scolarisation, de la formation, de la lutte anti-discriminatoire, du vivre ensemble, de l'engagement avec les réfugiés et les sans-papiers se basent sur un travail de terrain. Pionnière, l'association a su accompagner le doublement de la part des étrangers au Luxembourg et l'augmentation du nombre de frontaliers de 12 000 en 1979 à 142 000 de nos jours.

La société luxembourgeoise compte désormais quelques acquis portés par l'activité associative tel le droit de vote des non Luxembourgeois aux chambres professionnelles, au niveau des élections européennes et communales. Mais les risques de repli identitaire ne sont pas

derrière elle et l'action doit se poursuivre, pour quelques années encore.

Travail de quartier, animations et rencontres interculturelles dans les écoles, les associations, les communes et dans la société en général sont en partie subventionnés par les pouvoirs publics nationaux et européens. Le travail politique de réflexion, de débat, de proposition et de revendication se fait, quant à lui, exclusivement avec les moyens propres de l'association. Membres et donateurs de toutes convictions sont les garants de l'indépendance de l'ASTI et d'une action efficace face aux enjeux de l'immigration.

Pour vous faire membre de l'ASTI, il suffit de verser 25€ (cotisation annuelle) au

CCPL IBAN LU 44 1111 0652 9615 0000

Pour participer en tant que bénévole, contactez Jean Lichtfous par e-mail (lichtfous@asti.lu)



Appel à la solidarité pour les victimes du tremblement de terre de L'Aquila

Le 6 avril dernier, la ville de L'Aquila et sa région ont été victimes d'un terrible tremblement de terre. Cette catastrophe a coûté la vie à près de 300 personnes, l'on dénombre plus de 1 500 blessés et les dégâts matériels sont très importants. Des milliers de familles – près d'une dizaine de milliers de personnes selon les dernières estimations – se retrouveront sans abri.

La communauté italienne du Luxembourg s'est empressée de se mobiliser en faveur des victimes. Partout dans le monde, des associations ont vu le jour pour venir en aide à la région sinistrée. Le Luxembourg n'est pas en reste et un comité s'est formé autour de l'association des «Abruzzesi nel Mondo» de Dudelange.

Les collaborateurs de l'OGBL qui souhaitent apporter leur soutien à la population démunie, pourront verser leurs dons sur le compte bancaire suivant:

Bénéficiaire: Associazione Lavoratori Abruzzesi IBAN: LU98 0022 1918 7347 5100

Communication: Don OGBL pour le tremblement de terre dans les Abruzzes

Si vous avez des questions, n'hésitez pas à contacter nos membres Marcello Magliulo (621 780 465) et Tommaso Panza (621 275 743).



Genossenschaft
Gewerkschaftsheim „MAISON DU PEUPLE“

Die Mitglieder sind hiermit freundlichst
eingeladen an der
ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG
der Genossenschaft Gewerkschaftsheim
„MAISON DU PEUPLE“ teilzunehmen,
welche am Montag,
den 29. Juni 2009 um 16.00 Uhr
in der OGBL-Zentrale in Esch/Alzette
stattfinden wird.

Tagesordnung:

1. Feststellung der Präsenzen
2. Bericht der letzten Generalversammlung
3. Rechenschaftsbericht
4. Gewinn- und Verlustrechnung
Bilanz 2008
5. Entlastung des Verwaltungsrates
6. Neuwahl des Verwaltungs- und Aufsichtsrates
7. Verschiedenes.

Für den Verwaltungsrat
John Castegnaro, Präsident

CENTRALE DU LAV a.s.b.l.

Die Mitglieder sind hiermit freundlichst
eingeladen an der
ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG
der „CENTRALE DU LAV a.s.b.l.“
teilzunehmen,
welche am Montag,
den 29. Juni 2009 um 17.00 Uhr
in der OGBL-Zentrale in Esch/Alzette
stattfinden wird.

Tagesordnung:

1. Feststellung der Präsenzen
2. Bericht der letzten Generalversammlung
3. Rechenschaftsbericht
4. Gewinn- und Verlustrechnung
Bilanz 2008
5. Entlastung des Verwaltungsrates
6. Neuwahl des Verwaltungs- und Aufsichtsrates
7. Verschiedenes.

Für den Verwaltungsrat
John Castegnaro, Präsident



Département
des Travailleurs Handicapés de l'OGBL

Invitation

Le Département des Travailleurs Handicapés a le
plaisir de vous inviter à sa prochaine

Assemblée Générale en date du
13 juin 2009 à 10h00 au:

CLAE - Comité de Liaison et
d'Action des Etrangers
26, rue de Gasperich
L-1617 Luxembourg

Département des Travailleurs Handicapés de l'OGBL
c/o Joël Delvaux / 7, rue Tony Bourg / L-1278 Luxembourg
Tél.: 26845645 / Fax: 296417 / joel.delvaux@ogbl.lu

Sommerfest der Regionale Norden

Sonntag, 5. Juli 2009

ab 10.00 Uhr in Wiltz

„an der Kaul“

Fête d'été de la Régionale Nord

Dimanche, le 5 juillet 2009

à partir de 10h00 à Wiltz

au lieu dit «an der Kaul»

OGBL Département Immigrés région Differdange/Rodange

Excursion en bus Grottes de Remouchamps et Safari «Monde Sauvage»

23 juin 2009

Programme

7h30 Départ, église de Rodange
8h00 Pause café facultative (Weiler/Arlon)
10h00 Visite grottes de Remouchamps
12h00 Dîner au restaurant «Africain»
Après-midi Safari Africain
Vers 18h00 Retour vers Rodange
19h30 Repas du soir au café «Villa Verde»

Prix: Membre et ou conjoint 60.-€

Enfant -12 ans 30.-€

Non membre 80.-€

Sont compris dans le prix: Le bus, visites des grottes et Monde sauvage, repas midi et soir.

Les boissons ne sont pas comprises.

Paiement: Acompte 30.-€/personne adulte,
15.-€ enfant

À verser à la BCEE LU13 0019 6803 7345 6000
mention: excursion 2009

Reservation: Dernier délai d'inscription 12 juin 2009

Pour les réservations, avant de faire le versement **contactez le secrétaire:**

Colussi Bernard: tél. 26 5021 22 / 621 622 690 fax 26 65 22 05
bcolussi@pt.lu



OGBL Département Immigrés Dudelange

Lots sur billets d'entrée du bal du 25 avril 2009 Café Benfica

- 1) N° 122 Valise
- 2) N° 065 Bouteille de Champagne
- 3) N° 265 Mixeur
- 4) N° 287 Bouteille de vin rouge
- 5) N° 325 Sac de voyage
- 6) N° 096 Bouteille de Porto
- 7) N° 059 Grill pain
- 8) N° 102 Bouteille de vin rouge
- 9) N° 119 Bouteille de Champagne
- 10) N° 113 Bouteille de vin rouge

Les lots sont à retirer auprès de Jos Klaren
tél. 51 67 17

Syndicat Services privés de nettoyage, d'hygiène et d'environnement

Permanence spéciale

Maria Luisa Duarte, déléguée libérée chez Avisia tiendra une permanence spéciale dans nos locaux à **Esch/Alzette**, 42, rue de la Libération pour les salariés du secteur «Services privés de nettoyage, d'hygiène et d'environnement»

à partir du 3 juin 2009.

Cette permanence aura lieu chaque mercredi matin de 9h00 à 12h00.



Tous les membres de l'OGBL, à l'exception de son personnel, sont admis au jeu.

Notez le mot mystérieux sur une carte postale et adressez-la jusqu'au 17 juin 2009 à:

OGBL
Service Presse
B.P. 149
L-4002 Esch/Alzette

Si nous recevons plus de réponses correctes que de prix mis en jeu, les gagnants seront départagés par un tirage au sort. La décision du jury est sans appel.

Le mot mystérieux et les noms des deux gagnants seront publiés dans notre prochain numéro.

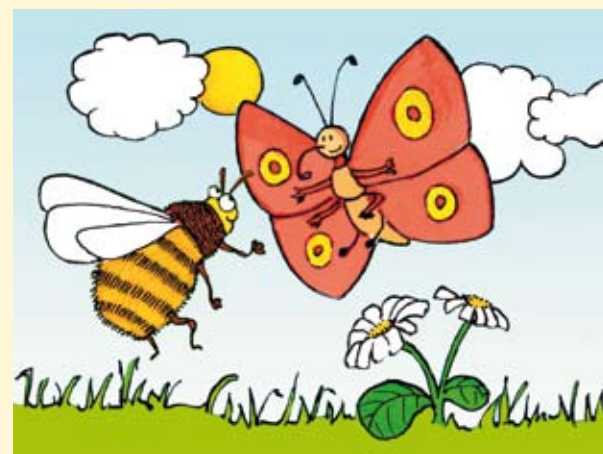
Les prix sont à retirer endéans le mois qui suit la publication des noms des gagnants dans l'Aktuell à la Centrale de l'OGBL à Esch/Alzette (60, boulevard Kennedy). Prière d'appeler le N° de tél. 54 05 45-240 pour fixer un rendez-vous.

A gagner:

1^{er} prix: 1 barbecue électrique

2^e prix: 1 radio-réveil

8 Erreurs / Fehler



CABILLAUDS FUMÉS	6	GRAND LOGEMENT	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	SUCCÉDANÉ
LETTRE	▶	ATTRAPE	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼
PAYER LES DÉPENSES	▶	1	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼
SORT	▶	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼
ANONYME	▶	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼
CONTRAT	▶	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼
COIFFURE MILITAIRE	▶	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼
CHAMPION	▶	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼
FROMMAGE	▶	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼
ATTENTIF (EN ...)	▶	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼
POINT DE REPERE	▶	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼
ÉPOQUES	▶	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼

V/18 © HACHEL INT

Ecrivez ici, lettre par lettre, le mot mystérieux

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----

H	M	S	E						
V	E	N	E	R	A	B	L	E	
B	E	N	I	T	I	E	R		
D	E	N	A	T	U	R	E	S	
R	I	E	R	E	E				
A	G	E	E	N	A	I	S		
E	S	P	I	C	S				
O	R	C	R	E	T	R			
P	R	A	O	B	U	E	S		
A	R	I	S	E	R	S			
D	I	E	S	E	L	R	A		
T	R	I	C	T	R	A	C		

3/09 - Solution: VILLAGEOIS

J. Douny Guerlange, (B) 1^{er} prix
H. Lippert, Ottange (F) 2^e prix

Truppenunterkunft	▽	▽	ein Insekt	▽	eine Farbe	Sisalpflanzen	▽	tropisches Pflanzenfett	▽	englisches Flächenmaß	▽	feste Schneekruste	▽	Druckschriftgrad
baumgesäumte Straße	▷					Zehnpfennigstück	▷	5						
folglich, demnach	▷				3	histor. Reich in Frankreich		süd-amerikanisches Pfeilgift	▷					
▷	12		Unterwelt der griech. Sage			Stadt an der Etsch	▷			8	Elfenkönig	▷		beschämt
Kummer		kleiner, starker Kaffee	▷			1					Christusdarstellung (... Homo)		11	Bedienung im Restaurant
Walart	▷			asiatische Holzart	▷			schweres Geschütz		Zimmerwinkel	▷			
▷					abschätzig: Mann		kleines Fangnetz	▷				9		
weil	kurzer Ausflug	Hawaii-Insel (USA)		Augenschminke	▷					Zone hohen Luftdrucks		span. Doppelkonsonant	▷	
Halberücke	▷						7	Home Banking-Geheimzahl		smart (ugs.)	▷			
▷				6	Abk.: Auswärtiges Amt		westafrikanischer Staat	▷			Techniker (Abk.)			4
Futterpflanze			Jahrbuch	▷								Kfz-Z. Elbe-Elster-Kreis	▷	
amerik. Raubkatze	▷					französischer unbest. Artikel	▷			Südende von Amerika (Kap ...)	▷		10	

DE/KE 1512-0509

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----



03/09 - Lösungswort:
OSTERGLOCKE

N. Jopa, Hobscheid, (L) 1. Preis
G. Wilwert, Berbourg (L) 2. Preis

**10 Erreurs / Fehler
solution / Auflösung**
03/2009



Teilnahmeberechtigt sind alle Mitglieder mit Ausnahme des OGBl-Personals.

Schreiben Sie das Lösungswort auf eine Postkarte und schicken Sie diese bis zum 17. Juni 2009 an folgende Adresse:

**OGBl Presseabteilung
B.P. 149 L-4002 Esch/Alzette**

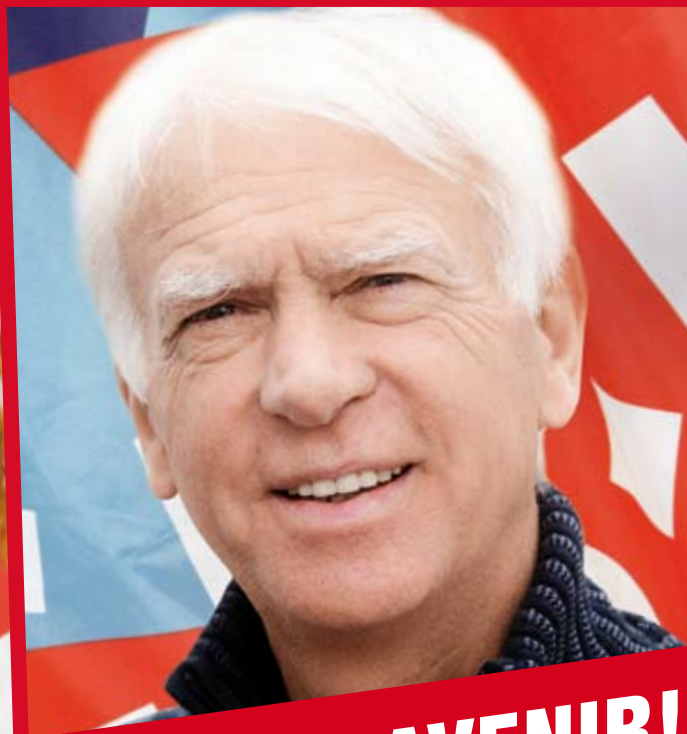
Liegen mehr richtige Einsendungen vor als Preise zu vergeben sind, so entscheidet das Los. Der Rechtsweg ist ausgeschlossen.

Auflösung und Namen der zwei Gewinner veröffentlichen wir in der nächsten Nummer.

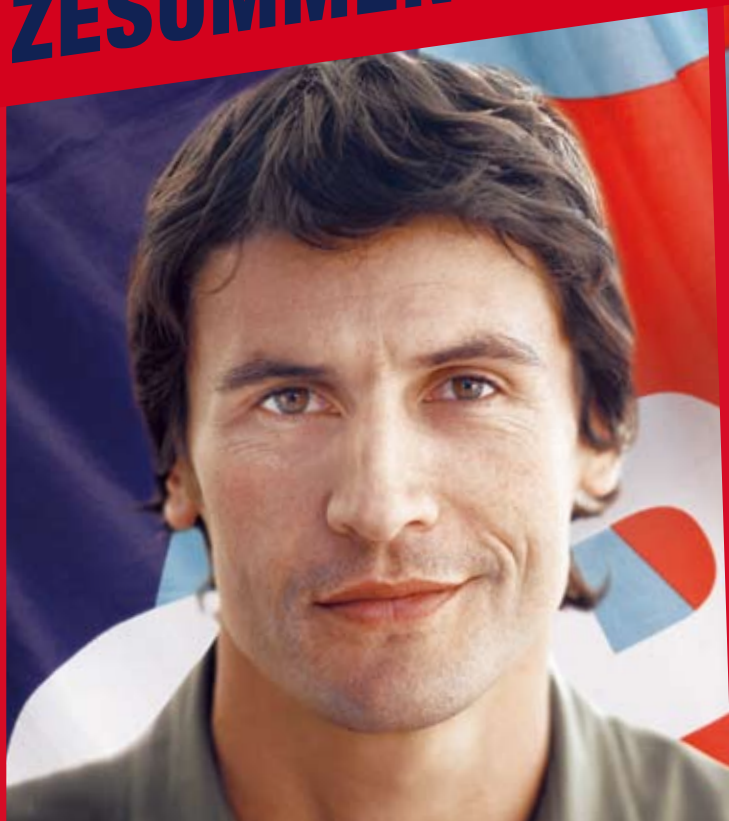
Die Preise müssen innerhalb eines Monats nach Veröffentlichung der Namen der Gewinner im Aktuell in der Escher OGBl-Zentrale (60, Boulevard Kennedy) abgeholt werden. Zwecks Vereinbarung eines Termins, bitte die Tel.-Nr. 54 05 45 - 240 anrufen.

Zu gewinnen sind:

- 1. Preis: 1 elektrischer Grill**
- 2. Preis: 1 Radiowecker**



ENSEMBLE ASSURONS NOTRE AVENIR!
ZESUMMEN EIS ZUKUNFT SÉCHEREN!



OGB-L

www.ogbl.lu

LE SYNDICAT N°1 AU LUXEMBOURG